



RAPPORT D'ACTIVITÉS CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

Rapport annuel 2025



Maintenir le lien, garantir les droits, accompagner les plus précaires, et surtout, incarner un service public qui protège et qui rassemble, la responsabilité des Conseils départementaux est considérable dans un monde traversé par une instabilité et des tensions croissantes.

Répondre aux besoins des habitants quel que soit leur âge, agir pour un meilleur cadre de vie, développer les territoires, telles sont les priorités de notre collectivité de proximité, à l'heure où les attentes justifiées des citoyens sont immenses et où les conséquences des aléas climatiques nous obligent à revoir nos modèles économiques et sociaux pour qu'ils soient plus durables et plus équitables.

Les Départements apparaissent plus que jamais comme des piliers de cohésion et de résilience car nous sommes à la fois les premiers témoins des besoins de solidarité et les premiers artisans des réponses concrètes.

Or, depuis plus de 10 ans, les conséquences de mesures nationales (réduction de l'autonomie fiscale, transfert de responsabilités non suivi de moyens...) nous affaiblissent. Certains Départements se retrouvent aujourd'hui dans une situation financière extrêmement délicate et tous nous voyons nos marges de manœuvre pour investir durablement fondre d'année en année.

Alors que nous, Départements, nous retrouvons seuls à financer la solidarité nationale envers les plus fragiles, l'Etat, qui a réduit de 46 milliards nos dotations en 15 ans, nous demande désormais de contribuer au redressement des finances publiques, soit de faire plus avec moins.

Or, chaque euro dépensé pour compenser ses désengagements est un euro de moins pour rénover un collège, entretenir une route, équiper les services de secours ou soutenir une commune rurale. Ce sont pourtant ces missions de proximité qu'attendent des Départements les maires et les habitants et c'est ce sens des responsabilités qui nous a permis de développer durablement notre territoire en aménageant des équipements qui améliorent le cadre de vie des Sommiens et attirent chaque année des millions de visiteurs en quête de nature, de déconnexion, de culture ou de recueillement.

Garants des solidarités humaines à tous les âges de la vie (PMI, enfance, handicap, autonomie, insertion...) et instruments de l'équilibre territorial en matière d'aménagements, les Départements font donc face à des injonctions parfois contradictoires : assumer des charges nouvelles, souvent décidées sans concertation ni compensation, tout en étant appelés à maîtriser, voire réduire, leurs dépenses.

Cette conjoncture nous oblige à faire des choix et arbitrer les priorités pour maintenir un service public de qualité. A ce titre et en l'absence de loi de finances fin 2024, la collectivité a été contrainte de reporter au 31 mars 2025 le vote de son budget qui s'est établi à 781,5 M€, répartis entre 656 M€ en fonctionnement et 125,5 M€ en investissement.

Notre situation financière, maîtrisée et responsable, nous a permis de continuer à agir avec détermination de préserver l'essentiel : le service public de proximité et l'investissement dans l'avenir.

En 2025, trois grands axes ont guidé l'action départementale : la cohésion sociale, le bien-vivre en Somme et la transition écologique.

Ce rapport d'activités vous permettra de constater que notre cap est resté clair face aux incertitudes.

Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des agents de la collectivité pour leur dévouement. Tous œuvrent au quotidien pour un service public accessible, solidaire et performant.

C'est dans cet esprit que la Somme poursuit son action, avec lucidité sur les contraintes, mais avec confiance dans notre capacité collective à relever les défis du présent et anticiper ceux que nous réserve l'avenir.

Christelle HIVER

Présidente du Conseil départemental de la Somme

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

La collectivité

p.7

- L'Assemblée départementale
- La Présidente du Conseil départemental
- La Commission permanente
- Le Cabinet
- Les cantons et les élus
- Les compétences du Département
- Les chiffres clés du Département
- Les événements de l'année 2025
- Le Budget 2025

Les solidarités sociales

p.22

- L'enfance et la famille
- La cohésion sociale et le logement
- L'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées
- Les Territoires d'action sociale

Les solidarités territoriales

p.40

- L'aménagement et l'équipement
- Le développement de la personne
- Le développement des territoires

Les activités supports

p.62

L'organigramme de l'administration départementale

p.74



La collectivité

La collectivité



L'Assemblée départementale

L'Assemblée départementale actuelle est issue des élections qui se sont déroulées les 20 et 27 juin 2021 et d'une élection départementale partielle organisée le 18 et 25 septembre 2022 pour le canton d'Amiens 4.

L'Assemblée départementale est composée de 46 élus qui représentent les 23 cantons, avec un mode de scrutin binominal qui garantit une stricte parité (23 femmes et 23 hommes, une femme et un homme par canton).

Chaque conseiller départemental est élu pour une durée de 6 ans. Tout au long de l'année, le Conseil départemental définit les politiques départementales et prend de nombreuses décisions. Les plus importantes font l'objet d'un débat ouvert au public, au moins une fois par trimestre.

La Présidente du Conseil départemental

Madame Christelle HIVER a été élue Présidente du Conseil départemental de la Somme le 23 décembre 2024 à la suite de la démission de Stéphane HAUSSOULIER de la présidence du Conseil départemental.

La Présidente est la garante du bon fonctionnement de l'Assemblée départementale qu'elle anime. Elle décide du contenu et de l'ordre du jour de chaque session. Elle prépare et exécute les décisions de l'Assemblée délibérante. Elle est ordonnatrice des dépenses du Département et prescrit l'exécution des recettes départementales.

Pour mettre en œuvre les décisions prises par l'Assemblée départementale, elle s'appuie sur l'administration départementale sur laquelle elle a autorité (2 938 agents au 31 décembre 2025, dont 2 061 agents permanents, 487 assistants familiaux, 242 autres agents non permanents et 148 agents en situation spécifique) et qui exercent au quotidien 140 métiers. Elle est épaulée pour cela par le directeur général des services.

La Présidente est également assistée dans l'accomplissement de ses tâches par les 13 vice-présidents qui composent le bureau de l'Assemblée (cf. « www.somme.fr », rubrique l'Assemblée départementale).

La Commission permanente

Dans l'intervalle des sessions publiques de l'Assemblée délibérante, la Commission permanente, composée de la Présidente, des vice-présidents et, dans la Somme, de l'ensemble des autres membres du Conseil départemental, prend de nombreuses décisions. Cette Commission permanente, qui tient ses pouvoirs de l'Assemblée délibérante, gère les affaires que lui a déléguées le Conseil départemental.

Les Commissions thématiques

Au 31 décembre 2025, 6 commissions réglementaires sont constituées au sein du Conseil départemental de la Somme. Elles instruisent les dossiers de leur domaine de compétences :

1^{er} : Finances et administration départementale

2^e : Solidarités

3^e : Aménagement du territoire, projets structurants, environnement et transition écologique

4^e : Infrastructures et bâtiments départementaux

5^e : Éducation collèges, jeunesse, culture et sport

6^e : Attractivité du territoire, tourisme, développement agricole et ruralité

Ces commissions thématiques préparent les décisions du Conseil départemental et de sa Commission permanente (cf. « somme.fr », rubrique l'Assemblée départementale).

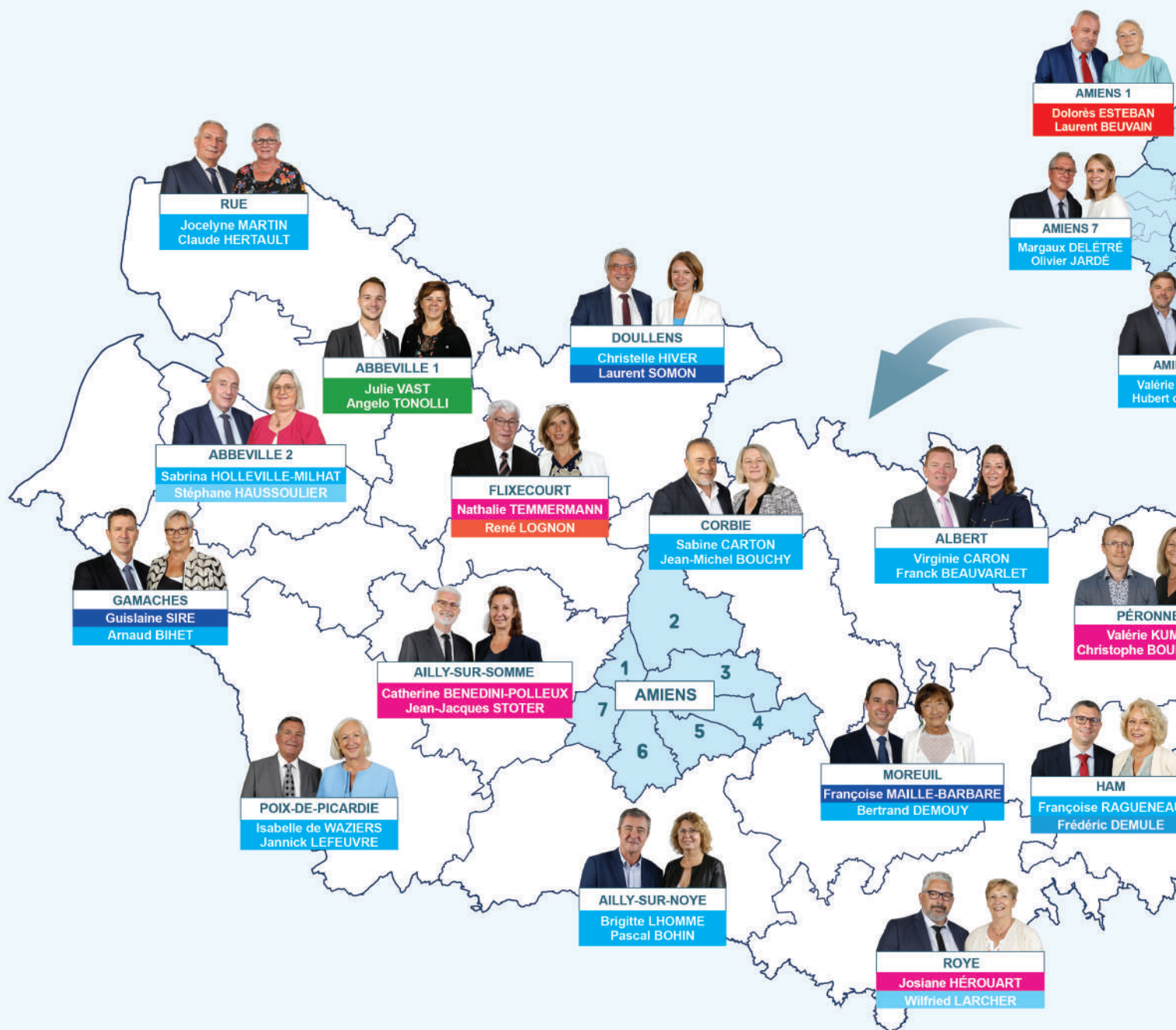
Le Cabinet

Placé sous l'autorité directe de la Présidente du Conseil départemental, le Cabinet est constitué d'une équipe de 5 personnes dont un directeur de Cabinet. Le Cabinet traite les affaires en lien avec les élus et l'ensemble des partenaires et interlocuteurs du Conseil départemental. Il travaille en collaboration avec la direction générale pour la mise en œuvre des décisions de l'exécutif départemental.



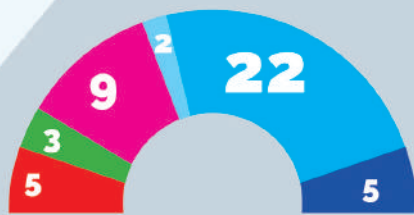
Les élus départementaux

La Somme : 23 cantons et 46 élus



Avril 2026

Les compétences du Département



Gauche démocrate républicaine	Non inscrits
La Somme en commun	Unis pour la Somme
Avenir solidaire et durable	Somme Droite, Centre et Indépendants

Répartition par groupes d'élus

Accompagner les Samariens et soutenir les plus fragiles

- Protection maternelle et infantile (PMI), aide sociale à l'enfance (ASE) et adoption
- Accompagner les personnes en situation de handicap : prestation de compensation du handicap (PCH), maison départementale des personnes handicapées (MDPH), habitat inclusif, lieu de répit, transport scolaire adapté
- Maintenir l'autonomie des personnes âgées à domicile et leur offrir des lieux d'accueil adaptés : allocation personnalisée d'autonomie (APA), actions de prévention, service autonomie à domicile
- Financer le revenu de solidarité active (RSA) et accompagner le retour à l'emploi des bénéficiaires
- Maintenir les familles dans leur logement : fonds de solidarité de logement (FSL)
- Aider financièrement les familles, les jeunes et les personnes en difficultés

Accompagner les collégiens vers la réussite scolaire

- Construire, rénover, moderniser les collèges et en garantir le bon fonctionnement
- Proposer une alimentation de qualité dans les cantines et favoriser les circuits courts
- Favoriser l'accès au sport, à la culture et aux livres
- Équiper les élèves en outils numériques

Protéger l'environnement et soutenir l'agriculture

- Préserver, valoriser et protéger les espaces naturels sensibles
- Programme "Vallée de Somme, Vallée Idéale"
- Aider les Samariens à réduire leur empreinte carbone
- Soutenir le monde agricole

Soutenir la culture, le sport et le tourisme

- Culture : soutien aux acteurs culturels, saisons culturelles, archives, bibliothèque départementale
- Sport : soutien aux acteurs du monde sportif
- Tourisme : Bistrot de pays, véloroute, belvédères, Maisons de la vallée

Améliorer le cadre de vie des Samariens

- Aider financièrement les communes, les intercommunalités à réaliser leurs projets (bâtiments et espaces publics, modernisation de l'éclairage public, vidéosurveillance...)
- Soutenir financièrement les associations du territoire
- Soutenir la dynamisation des centres-bourgs
- Entretien et moderniser les routes départementales, développer les mobilités douces
- Entretien le canal de la Somme
- Soutenir Somme numérique pour résorber les zones blanches et la couverture en très haut débit de tout le département
- Accompagner la création du canal Seine-Nord Europe

Sécurité civile et sanitaire

- Soutien aux investissements matériels et aux opérations de réhabilitation, construction de centres de secours pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS)
- Laboratoire départemental d'analyses



Les chiffres clés du département de la Somme

POPULATION

565 413 habitants
91,6 hab./km²



ATTRACTIVITÉ

1 aéroport international
1 gare TGV
1 ville universitaire : **31 500** étudiants
12 395 entreprises et **134 556** salariés



ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

Près de **3 000** agents, exerçant **140** métiers
4 directions générales adjointes
22 directions
5 territoires d'action sociale



AGRICULTURE

4 740 exploitations agricoles
464 170 ha de surface agricole utile (SAU) totale
soit les 3/4 du département
100,9 ha de SAU moyenne
5 070 agriculteurs et **8 910** salariés agricoles



ENVIRONNEMENT

La baie de Somme, la vallée de la Somme
150 km d'itinéraires véloroute voie verte
1 100 km de pistes cyclables
8 espaces naturels sensibles
85 sentiers de randonnées départementaux



Chiffres clés au 31/12/2025

TERRITOIRE

6 170 km²
72 km de littoral
136 km de voies navigables
3 ports
Un fleuve : la Somme
4 535 km de routes départementales

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

4 arrondissements
23 cantons
771 communes au 1^{er} janvier 2025
2 communautés d'agglomération
12 communautés de communes

Les événements 2025



JANVIER

du 14 au 28 janvier :
Vœux aux agents,
Amiens, Nesle, Abbeville

23 janvier :
BDS Journée de lancement
"Je suis un arbre"

30 janvier :
Conférence Maison des sports

31 janvier :
Inauguration de l'EANM,
Gézaincourt

31 janvier :
Lancement JMZH,
Quai de l'innovation



FÉVRIER

3 février :
Débat d'orientations
budgétaires

3 février :
Lancement concours de
dessin "Dessine-moi...Les
animaux de la Somme"

4 février :
Ouverture de l'Historial

6 février :
Anniversaire de la loi
de 2005 : 20 ans de la
MDPH de la Somme

15 février :
Conférence « Un voyage
de noce dans les ruines
de la Grande Guerre »

25 février :
Inauguration du stand
Somme au salon de
l'Agriculture

26 février :
Signature contrat local de
santé 2024-2028, Amiens

27 février :
Réunion insertion logement
emploi



MARS

1^{er} mars :
Inauguration gymnase
multisports, Roye

2 mars :
Fin du salon de l'agriculture

7 mars :
Inauguration exposition
Pippa, Saint-Riquier

18 mars :
Signature de la charte
pour la langue picarde,
Lanchères

19 mars :
Présentation de la saison
culturelle et lancement du
Printemps du Département

20 mars :
Congrès des Maires de
la Somme

22 mars :
Urban Trail

25 mars :
Forum des métiers de
l'accompagnement, Rue

28 mars :
Salon Business Expo

28 mars :
Vernissage "Guerre en jeux"

29 mars :
Printemps du Département

29 mars :
Stand PMI « Favoriser la
motricité de bébé : de la
naissance aux 1^{ers} pas »

31 mars :
Forum de l'emploi,
Chaulnes



AVRIL

- 1^{er} avril :*
Festival de la BD,
Hall Freyssinet
- 2 avril :*
Journée de sensibilisation
à l'autisme, *MDPH*
- 4 avril :*
COMEX MDPH
- 4 avril :*
Réunion des directeurs
- 4 avril :*
Forum de l'emploi,
Moreuil
- 22 avril :*
Conférence sur le
génocide arménien HGG
- 25 avril :*
Anzac Day
- 26 avril :*
Inauguration de la voie
verte Glisy/Longueau
- 28 avril :*
Conférence partenaire,
Abbeville
- 28 avril :*
Maison éclusaire,
Lamotte-Brebière
- 29 avril :*
Signature convention
conservatoire
- 30 avril :*
Inauguration de l'EANM



MAI

- 5 mai :*
Inauguration distributeurs
de serviettes hygiéniques
gratuites dans les collèges,
Collège Albert
- 15 mai :*
Remise des prix « Concours
en faire toute une histoire »
- 16 mai :*
Vernissage exposition
des 1400 ans de
l'Abbaye,
Saint-Riquier
- 21 mai :*
Village de la sécurité
routière, *Mers-les-Bains*
- 22 mai :*
Séminaire PMI
- 22 mai :*
Inauguration de l'expo
Fanfares
- 24 mai :*
Village des sports,
Villers-Bocage
- 26 mai :*
Temps d'échanges
correspondances
Samaritaine
- 27 mai :*
Conférence Maison des
Sports



JUIN

- 7 juin :*
Village des sports, *Roye*
- 11 juin :*
Restitution du CD des
jeunes de l'ASE
- 11 juin :*
Tournoi de l'ASE
- 12 juin :*
Sport nature et handicap,
Samara
- 14 juin :*
Village des sports,
Molliens Dreuil
- 16 juin :*
Cérémonie des médaillés
- du 16 au 20 juin :*
Semaine RSA
- 18 juin :*
Village des aidants,
Péronne
- 19 juin :*
Opération sécurité routière,
Flixecourt
- 24 juin :*
Village des agents,
Samara
- 25 juin :*
Village des aidants,
Amiens
- 27 juin :*
Village des aidants,
Abbeville
- 27 juin :*
Bilan RSA Amiens Nord
- 27 juin :*
Ciné Plein Air
Mézières-en-Santerre

Les événements 2025



JUILLET

5 juillet :
Village des sports,
Mers-les-bains

8 juillet :
Tour de France

du 8 au 13 juillet :
Festival de Saint-Riquier

le 11 juillet
Ciné Plein Air,
Eronville

17 juillet :
Remise de diplômes
enfants de l'ASE,
Hôtel des Feuillants

18 juillet :
Ciné Plein Air,
Bus la Mesière

24 juillet :
Inauguration gravillonneuse,
Méricourt

25 juillet :
Ciné Plein Air,
Digeon



AOÛT

1^{er} août :
Ciné Plein Air,
Doingt

8 août :
Ciné Plein Air,
Hébécourt

27 août :
Journée des chefs de
cuisine,
Historial de Péronne

28 août :
Inauguration EPHAD,
Picquigny

30 août :
Bicentenaire de l'Écluse

31 août :
Plaine en fête,
Saint-Valery-sur-Somme

31 août :
Grand prix de la Somme

31 août :
Défi Jules Verne Les
Montgolfiades



SEPTEMBRE

6 septembre :
Ateliers chorégraphiques,
Saint-Riquier

8 septembre :
Inauguration Traverse du
Ponthieu

11 septembre :
Inauguration parking de
co-voiturage à Flixecourt

15 septembre :
Cérémonie des retraités

16 septembre :
Inauguration On piste /
mag rando

17 septembre :
Semaine mobilité
Roye

19 septembre :
Semaine mobilité,
Ham

19 septembre :
Journée du patrimoine

24 septembre :
Rencontre lauréats
Budget Participatif 2024

25 septembre :
Inauguration exposition
de l'échoppe aux grandes
surfaces aux archives

30 septembre :
Forum des métiers,
Péronne



OCTOBRE

3 octobre :
Ose ton avenir

4 octobre :
Vernissage de
l'exposition Montières
céramiques,
Saint-Riquier

7 octobre :
Forum des métiers,
Amiens

9 octobre :
Octobre rose

14 octobre :
Forum des seniors,
Péronne

16 octobre :
Conférence Maison des
sports

17 octobre :
Forum des aidants,
Doullens

31 octobre :
Citad'ell
Doullens



NOVEMBRE

4 novembre :
Cérémonie des apprentis,
Simone Veil - Amiens

7 novembre :
2^{ème} journée annuelle
de l'insertion par l'activité
économique

8 novembre :
Exposition CURB HGG

15 novembre :
Inauguration de l'exposition
Lego,
Saint-Riquier

16 novembre :
Food Amiens,
Mégacité

17 novembre :
Semaine RSA,
Mégacité

17 novembre :
Théâtre débat sur le
handicap et l'emploi
MDPH

20 novembre :
Conférence Maison des
sports

25 novembre :
Tous'Cap (Rencontre
collégiens-IME)

26 novembre :
Accueil des Miss France,
Hôtel des Feuillants

26 novembre :
COMEX MDPH

27 novembre :
Signature de la charte des
aînés base nautique de
Fort-Mahon



DÉCEMBRE

2 décembre :
Rencontre avec les
Ambassadeurs sportifs

2 décembre :
Téléthon

3 décembre :
Noël des enfants du
personnel

du 4 au 6 décembre :
Village de Noël solidaire,
Amiens

8 décembre :
Journée accueil des
nouveaux arrivants

10 décembre :
Noël des enfants de l'ASE

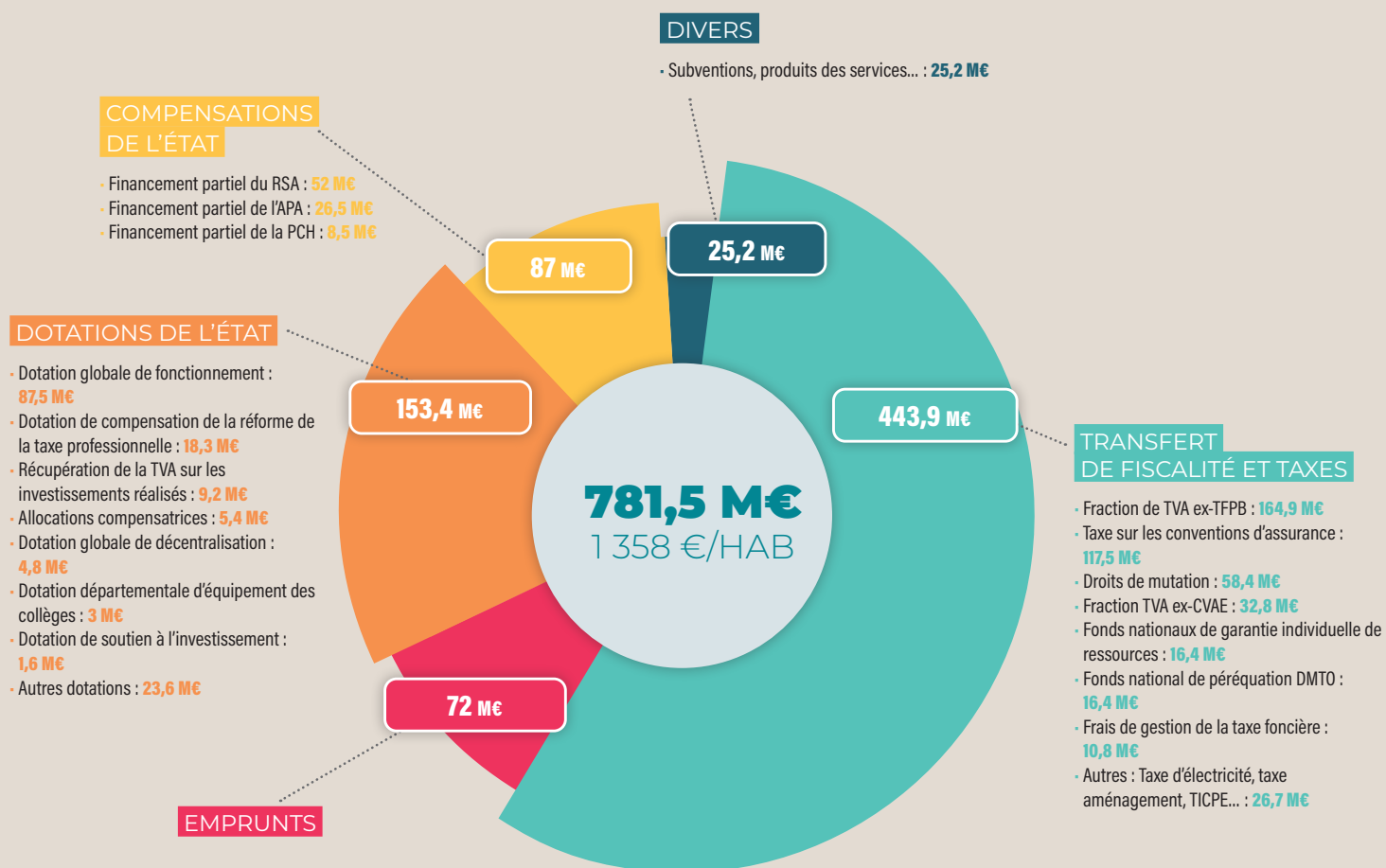
18 décembre :
Conférence Maison des
sports



LE BUDGET 2025 DU DÉPARTEMENT

Le budget 2025

RECETTES



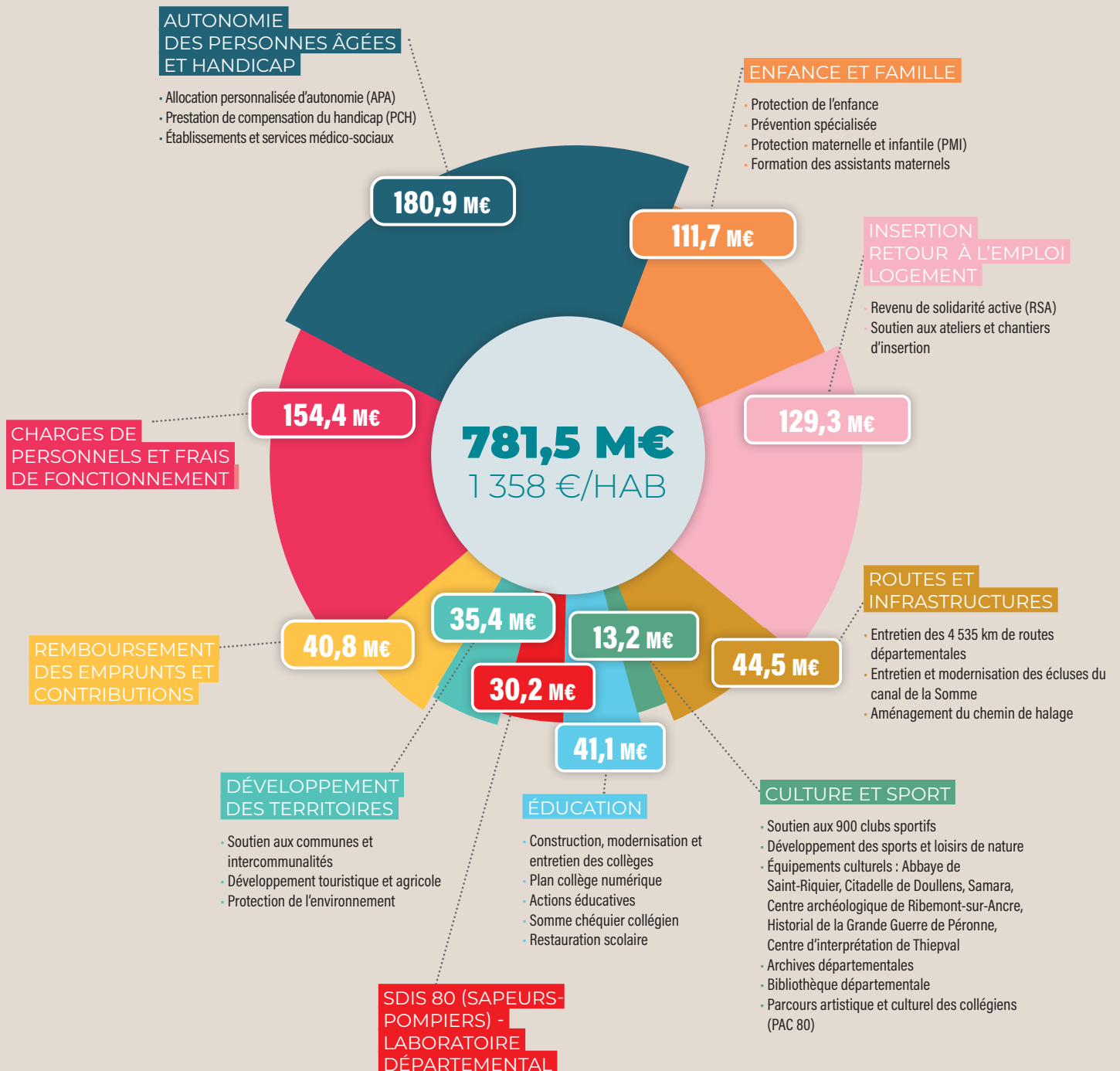
DONNÉES SYNTHÉTIQUES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME - BUDGET PRIMITIF 2025

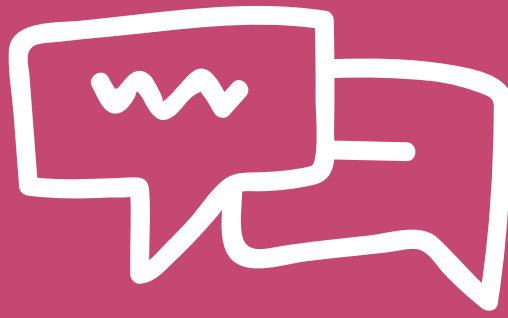
RATIO 1 : Dépenses réelles de fonctionnement/Population* = 1 130,85 €/hab
 RATIO 2 : Recettes réelles de fonctionnement/ Population* = 1 189,81 €/hab
 RATIO 3 : Dépenses d'équipement brut/ Population* = 124,90 €/hab
 RATIO 4 : Encours de la dette/Population* = 380,52 €/hab
 RATIO 5 : Dotation globale de fonctionnement/Population* = 152,07 €/hab
 RATIO 6 : Dépenses de personnel/ Dépenses réelles de fonctionnement = 24,01%

RATIO 7 : Dépenses réelles de fonctionnement + Remboursement annuel de la dette en capital/ Recettes réelles de fonctionnement = 98,20%
 RATIO 8 : Dépenses d'équipement brut/Recettes réelles de fonctionnement = 10,50%
 RATIO 9 : Encours de la dette/Recettes réelles de fonctionnement = 31,98%
 RATIO 10 : Épargne brute/ Recettes réelles de fonctionnement = 4,20%
 * population : 575 480 habitants, source INSEE

en chiffres

DÉPENSES





Les solidarités sociales

L'enfance et la famille

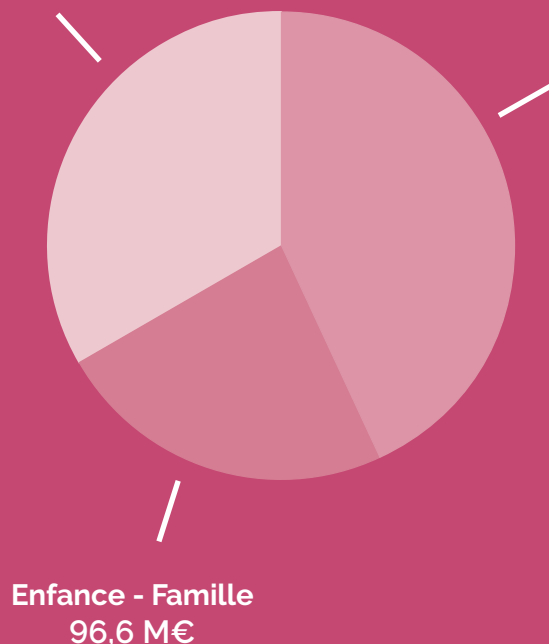
La cohésion sociale et le logement

L'autonomie des personnes âgées
et des personnes handicapées

Les territoires d'action sociale

Cohésion sociale et logement
136,5 M€

Autonomie
176,8 M€



421,9 millions d'euros
en 2025
(Budget primitif)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SOLIDARITÉS ET DE L'INSERTION

3 directions + 5 territoires + MDPH

Direction Enfance et Famille
Direction de l'insertion, du logement et de l'emploi
Direction de l'autonomie des Personnes Agées et Personnes Handicapées
5 territoires d'action sociale
Maison départementale des personnes handicapées

776 agents départementaux
(effectifs permanents, dont **581** en territoires)
+ **487 assistants familiaux**



L'enfance et la famille

Le Département est chef de file des politiques de prévention et de protection de l'enfance conformément aux lois de la protection de l'enfance, dans un rôle consacré par les lois du 5 mars 2007, du 14 mars 2016 et du 7 février 2022.

À ce titre, il a pour responsabilité :

- d'accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants à travers notamment des missions de Protection Maternelle et Infantile (PMI), de promotion de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi que de soutien à la parentalité
- de prévenir et de repérer l'apparition du risque et du danger concernant les enfants, en organisant le dispositif de recueil et d'évaluation des informations préoccupantes
- d'assurer une mission de protection des enfants lorsque leur santé, leur sécurité et leur épanouissement ne sont pas garantis, à travers des mesures administratives ou judiciaires, d'accompagnement à domicile ou en dehors du domicile parental.

CHIFFRES CLÉS 2025

Protection Maternelle et Infantile

• *Accueil petite enfance*

- **180** primo-agrèments délivrés (maternels et familiaux)
- **2 557** agrèments maternels et **662** agrèments familiaux en cours de validité
- **9 022** places d'accueil maternel
- **123** crèches pour **2 635** places

• *Actions prénatales et postnatales en faveur des (futurs) mères au cours de l'année*

- **11 458** consultations médicales assurées par les médecins et les sage-femmes salariés du Département
- **4 452** consultants dont **863** mineurs ont bénéficié d'un suivi médical et de conseils
- **2 323** entretiens ont été assurés par les conseillères conjugales et familiales

• *Actions en faveur des jeunes enfants*

- **3 528** séances de consultations de puériculture réalisées.

• *Bilan de santé des enfants*

- **5 221** enfants de 4 ans vus en école maternelle (bilans de santé)

Prévention

- **871** adolescents rencontrés dans les 3 maisons des adolescents (MDA)
- **1 042** mineurs accompagnés par un technicien d'intervention social et familial (TISF)
- **2 225** personnes reçues par les intervenants sociaux en Commissariat et Gendarmerie
- **693** mineurs accompagnés dans le cadre d'une aide éducative à domicile (AED)
- **2 082** mineurs concernés par une évaluation familiale globale
- **298** mineurs concernés par une transmission judiciaire

LES ACTIVITÉS

• La Protection Maternelle et Infantile

Les consultations prénatales se déroulent dans les 22 maisons départementales des solidarités et de l'insertion (MDSI), dans le bus PMI et d'autres lieux mis à disposition par les collectivités du département. Les suivis à domicile des femmes enceintes, les entretiens prénataux précoces et les séances individuelles de préparation à la naissance pour les futures mamans sont également réalisées.

• La prévention

L'accueil d'adolescents et de parents en Maison des Adolescents (MDA) s'est poursuivi, ainsi que les rencontres entre professionnels. Des ateliers d'art thérapie ont été mis en place, un groupe a assisté au passage du Tour de France à Amiens, une sortie à la Japan Expo et une participation au projet partenarial pour les Semaines d'information en santé mentale ont été organisées.

Des actions de soutien à la parentalité ont été menées : réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (89 actions), de la médiation familiale (765 entretiens d'information et 185 médiations engagées), des activités des espaces rencontre coordonnés en partenariat avec la Caisse d'allocation familiale, la justice, la MSA, l'État et le secteur associatif (379 familles soit 510 enfants) et du parrainage de proximité (60 enfants ont bénéficié d'un parrainage).

FAITS MARQUANTS

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

- Ouverture de la maison des premiers liens à Amiens (réseau d'accueil pour les 1000 premiers jours de l'enfant), en partenariat avec l'UDAF
- Mise en place des IVG médicamenteuses en centres de santé sexuelle sur l'ensemble du département

PRÉVENTION

- Refondation structurelle de la gestion des administrations ad hoc et tutelles aux biens visant la sécurisation juridique et l'optimisation de l'accompagnement des mineurs
- Mise en place du schéma départemental de la jeunesse qui est un outil pour renforcer la citoyenneté des jeunes et participer à la lutte contre les violences en milieu scolaire





CHIFFRES CLÉS 2025

Adoption

- 45 agréments en cours de validité
- 30 requêtes en déclaration judiciaire de délaissement parental déposées auprès du tribunal
- 24 enfants admis en qualité de pupilles de l'État

Protection

- 2 072 mineurs confiés dont 226 mineurs non accompagnés
- 192 mineurs accompagnés en Placement éducatif à domicile (PEAD)

Jeunes majeurs

- 575 jeunes majeurs accompagnés dans le cadre d'un contrat jeune majeur.

Dispositif MNA (mineurs non accompagnés)

- 492 personnes accueillies. 486 ont bénéficié d'un accueil provisoire d'urgence et 309 d'une évaluation minorité et isolement (186 reconnus mineurs à la suite de l'évaluation)

Action Éducative en Milieu Ouvert

- 1 545 mineurs accompagnés en action éducative en milieu ouvert (AEMO) et 137 en AEMO renforcée

Accueil familial

- 487 assistants familiaux sont employés par le Département (425 femmes et 62 hommes)
- 43 recrutements en 2025 et 31 cessations d'activité

• L'adoption

Le pôle adoption du Département assure l'agrément des personnes souhaitant adopter, le suivi des enfants pupilles de l'État et l'accompagnement et le suivi lors d'une adoption réalisée.

De plus, il assure l'accompagnement des changements de statut des enfants confiés à l'ASE et l'accès aux dossiers des usagers de l'Aide sociale à l'enfance. Ainsi, le Département a traité 212 demandes d'accès aux dossiers des usagers de l'ASE en 2025.

• L'accueil familial

Les 487 assistants familiaux du Département ont un statut d'agent particulier non titulaire de la fonction publique, après avoir obtenu un agrément familial délivré par le service de Protection Maternelle et Infantile. Ils accueillent des mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans à leur domicile.

En 2025, de nombreuses actions ont été poursuivies :

- Développement du dispositif de l'accueil familial de jour
- Développement du dispositif des assistants familiaux ressources
- Développement de la formation des assistants familiaux
- Développement de réunions territoriales des assistants familiaux

• L'accueil en établissement

L'offre départementale d'accueil en établissement permet, en complément de l'accueil familial, de répondre aux obligations au titre de l'assistance éducative, principalement pour des mineurs et jeunes majeurs confiés au service de l'aide sociale à l'enfance par l'autorité judiciaire ou dans le cadre d'un accueil administratif.

L'offre d'accueil en établissement représente, à fin 2025, un total de 845 places autorisées réparties dans des maisons d'enfants à caractère social (MECS), le centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF), la maison maternelle, les lieux de vie et d'accueil, les établissements accueillants les jeunes majeurs et les établissements dédiés à l'accueil des mineurs non accompagnés.

FAITS MARQUANTS

PROTECTION

- Mise en place du système d'information « Honorabilité » (attestations garantissant l'absence de condamnation)
- Mise en œuvre de l'appel à projet sur l'action éducative en milieu ouvert (AEMO/AEMO R)
- Convention transports entre le Département et le centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

ADOPTION

- Mise en œuvre de la gestion électronique des données (GED)
- Poursuite du partenariat avec les territoires d'action sociale sur le repérage du délaissement parental et la délocalisation des cellules de veille en territoire

L'insertion, le logement et l'emploi

Le Département assure la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA), incluant son pilotage, l'accompagnement personnalisé des bénéficiaires et les actions d'insertion. Il coordonne également les aides et dispositifs visant à faciliter l'accès et le maintien dans le logement, dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).



CHIFFRES CLÉS 2025

- 16 428 allocataires du RSA
- 111,7 M € consacrés à l'allocation RSA
- 419 aides Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)
- 1 427 aides Coup de pouce social ou insertion
- 542 aides Solution Mobilité Emploi
- 143 Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées (MASP)
- 150 000 € versés aux associations caritatives pour l'aide d'urgence alimentaire
- 200 000 € versés aux 10 épiceries sociales conventionnées avec le Département

LES ACTIVITÉS RSA ET PRÉVENTION DES EXCLUSIONS

- **RSA et prévention des exclusions** : En 2025, le Département a poursuivi son engagement en faveur de l'inclusion sociale et de la lutte contre les précarités à travers plusieurs actions structurantes.
- **Convention Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM)** : Depuis 2022, cette convention vise à simplifier les démarches administratives des allocataires du RSA et à promouvoir la prévention santé. En 2025, les résultats incluent 1 563 demandes traitées (dont 59 % pour la complémentaire santé solidaire), 105 accompagnements santé personnalisés, 92 actions de sensibilisation, 110 participants aux présentations des offres de la CPAM et 18 examens de santé gratuits.
- **Mutuelle solidaire** : Après une année de déploiement, une évaluation du dispositif a été menée, conduisant à son renouvellement en collaboration avec le Centre communal d'action sociale (CCAS) d'Amiens.
- **Droits à la retraite des allocataires du RSA** : La convention signée en octobre 2025 entre les collectivités et la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) simplifie les droits à la retraite des allocataires du RSA via un circuit de signalement accéléré (48-72h) pour les urgences et des ateliers d'information collectifs prévus au premier trimestre 2026.
- **Collaboration avec l'union départementale des centres communaux d'action sociale (UDCCAS) et les Maisons France Services** : En avril 2025, une collaboration renforcée a été initiée entre les centres communaux d'action sociale (CCAS), les Maisons France Services et les maisons départementales des solidarités et de l'insertion (MDSI), visant à consolider les synergies territoriales et à harmoniser les pratiques d'accueil social via des rencontres dédiées.
- **Précarité alimentaire et circuits courts** : Le Département renforce sa lutte contre la précarité alimentaire en recrutant deux chargés de projet pour structurer son action, améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les publics fragiles et lever les freins organisationnels via un diagnostic des besoins et des ressources.

FAITS MARQUANTS

- **Pilotage du RSA** : renouvellement de la convention de gestion technique du RSA avec la caisse d'allocations familiales (CAF), incluant la délégation des décisions d'opportunité et l'application du nouveau barème de suspension et de sanction issu de la Loi pour le plein emploi (décret du 31 mai 2025)
- **Solution Mobilité Emploi cofinancée avec la CAF**, modifie son règlement pour introduire une décision d'opportunité systématique par demande, visant à renforcer la pérennité de l'accompagnement vers l'emploi
- **Mise en œuvre de la subsidiarité de la décision d'attribution des aides financières à l'insertion** dans les territoires d'action sociale afin de réduire les délais de traitement des demandes d'aide financière



CHIFFRES CLÉS 2025

- **5 841** bénéficiaires du RSA accompagnés via des modalités spécifiques (socioprofessionnel, santé, jeunes parents, plus de 60 ans) pour un coût total de **2,4 M €**
- **2 150** bénéficiaires du RSA entrés sur une action d'insertion
- **30** actions d'insertion déployées sur 9 thématiques différentes pour un total de **1,8 M €**
- **200** contrats aidés représentant un montant total de **1,4 M €**
- **2 614** personnes ont accédé à un contrat à durée déterminé d'insertion (CDDI), dont **1 577** étaient initialement allocataires du RSA, ce qui représente **60 %** des salariés
- **675** places mensuelles dédiées aux bénéficiaires du RSA réparties au sein des 38 SIAE (structures d'insertion par l'action économique)
- **2 543** salariés en CDI dans l'ensemble des SIAE dont **1 499** bénéficiaires du RSA, soit **59 %** de personnes initialement bénéficiaires du RSA
- Plus spécifiquement, **1 816** personnes ont bénéficié d'un CDDI au sein d'un atelier ou un chantier d'insertion, dont **1 120** initialement bénéficiaires du RSA (**62 %**), représentant un budget de **1,8 M €**

FAITS MARQUANTS

- Lancement de l'Appel à projets Insertion 2026-2029 et participation aux Journées européennes de la mobilité (16-22 septembre), où les cinq plateformes mobilité solidaires ont sensibilisé plus de **1 000** participants aux transports durables
- Expérimentation accompagnement renoué des allocataires du RSA à Amiens Nord : clôturée au **31/12/2025**, cette démarche a concerné **1 927** allocataires, avec un taux d'accès à l'emploi de **39,3 %**. Elle a permis une baisse plus marquée du nombre d'allocataires (**-12,5 %** contre **-5,2 %** au niveau départemental) et des dépenses liées au RSA (**-11,8 %** contre **-1,2 %**), générant une économie estimée à **2,36 millions d'euros** sur 18 mois
- Généralisation de la Loi pour le Plein Emploi : Le Département renforce l'orientation des allocataires du RSA afin de réduire les délais de prise en charge. Il met en place un accompagnement intensif et **15 heures d'activité hebdomadaire**, tout en améliorant la coordination entre les acteurs de l'emploi, de l'insertion et du social

LES ACTIVITÉS INSERTION-EMPLOI

- **L'accompagnement individuel des bénéficiaires du RSA :**
 - **15 963** allocataires du RSA et leurs conjoints ont été orientés vers un référent de parcours, dont **6 880** vers un référent social (avec un taux de contrat d'insertion conclu de **76,4 %**) et **9 083** vers France Travail
- **4 336 allocataires entrés en accompagnement intensif, dont :**
 - **1 122** accompagnés par le Département et ses partenaires
 - **996** accompagnés par France Travail
 - **2 218** accompagnés à la fois par un référent insertion du Département et un conseiller France Travail (dont **72 %** d'allocataires du RSA), avec un taux d'accès à l'emploi de **44,9 %**
- **La mobilisation des publics sur les parcours d'insertion** a permis à **72** personnes (dont **29** bénéficiaires du RSA) d'intégrer des parcours via les clauses d'insertion des marchés publics (**25 638** heures travaillées), tandis que **1 239** allocataires du RSA ont suivi des formations régionales et **1 904** ont participé aux **145** événements « Réussir Sans Attendre » en partenariat avec France Travail
- **Accès aux métiers du grand âge et du handicap :** lancée en 2025 à Amiens, cette plateforme a soutenu **74** personnes, permettant **7** intégrations en formation et **17** embauches directes
- Renforcement des dispositifs de garde d'enfants à vocation d'insertion professionnelle (dispositif AVIP) pour un total de **69** assistantes maternelles et **21** crèches labellisées, permettant à **71** enfants de bénéficier d'un contrat
- **Déploiement de la plateforme DORA** (Découvrir, Orienter, Renseigner, Accompagner), déployée dans la Somme depuis 2024, une véritable solution numérique qui repose sur un double objectif :
 - Permettre aux structures de l'insertion de référencer et mettre à jour en temps réel leur offre de service, et de la rendre visible auprès des prescripteurs et des financeurs
 - Permettre aux professionnels prescripteurs de rechercher et mobiliser rapidement le service le plus adapté au besoin de leurs bénéficiaires.

La plateforme compte **270** structures référencées, pour **543** services publiés. Elle compte également **1 026** utilisateurs avec un total de **10 325** recherches effectuées (soit une moyenne de **860** recherches mensuelles).

• Le Pacte des solidarités 2024-2027 :

Cofinancé à parts égales par l'État et le Département, avec la participation de la CAF et d'Amiens Métropole pour certaines actions, il s'organise autour de quatre priorités : la prévention de la pauvreté dès l'enfance, l'insertion et l'emploi, l'accès aux droits pour lutter contre la grande exclusion et la transition écologique solidaire.

• Contrat local des solidarités (CLS) :

En 2025, le CLS a renforcé et élargi ses actions sur le territoire, avec notamment l'ouverture de la Maison des 1 000 liens à Amiens et un projet d'extension itinérante. Il a consolidé la prévention du décrochage scolaire en zone rurale et amélioré la prise en charge de la santé mentale des jeunes de l'Aide sociale à l'enfance. Le CLS a également soutenu l'inclusion numérique, l'accompagnement des personnes âgées, l'appui aux CCAS et la promotion des transports d'utilité sociale.

• Volet emploi :

Pérennisation du coaching emploi, promotion des métiers en tension et plateformes de mobilité, création d'une plateforme pour les métiers du grand âge et du handicap, renforcement du dispositif AVIP et accompagnement vers les métiers en tension.

Budget : 2,4 M€ pour le volet solidarité et 2 M€ pour le volet emploi.

• Mécénat social 2025 :

La Dotation d'Action Territoriale, en partenariat avec la Fondation Break Poverty, a soutenu la lutte contre la pauvreté des jeunes sur les territoires du Pays du Coquelicot, de la Baie de Somme et d'Amiens Métropole. Au 31 décembre 2025, 16 entreprises se sont mobilisées (12 en mécénat financier et 4 en mécénat de compétences), 12 projets associatifs ont été soutenus, touchant plus de 10 800 jeunes pour un total de 377 k€ collectés depuis avril 2023.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **1 956** aides du fonds solidarité logement (FSL) accordées pour un montant total de **1,1 M€**
- **286** aides à l'adaptation des logements au vieillissement de la population
- **12** aides à la réhabilitation des logements dégradés
- **448** aides à l'amélioration de la performance énergétique des logements
- **8** dossiers ont bénéficié du fonds d'avance pour un montant global de **434 k€**

Le Département vous aide à réduire votre consommation d'eau et faire baisser votre facture !

Jusqu'à -50% sur votre consommation

Bénéficiez GRATUITEMENT d'un kit "économies d'eau"

Ce kit vous est offert par le Conseil départemental sur inscription et dans la limite des stocks disponibles

avec le soutien de

AGENCE DE L'EAU

+ d'infos sur : www.somme.fr/kit-hydro

LOGEMENT HABITAT

- **Les aides financières individuelles du Fonds de Solidarité** : en 2025, les recettes, les dépenses et les ménages aidés sont en légère diminution (-9 % par rapport à 2024). La part des aides consacrées à l'énergie a augmenté, atteignant 59,71 % du total.
- **Les actions d'accompagnement logement** : 162 ménages ont été accompagnés via un dispositif logement spécialisé. Par ailleurs, 872 diagnostics sociaux et financiers ont été réalisés (552 dans le parc privé, 320 dans le parc public) pour prévenir les expulsions, avec un taux de rencontre de 48,5 %.
- **Des garanties d'emprunt** sont accordées aux bailleurs sociaux présents dans la Somme pour les opérations de construction ou d'acquisition et de réhabilitation. En 2025, 26 garanties ont été accordées pour 203 logements réhabilités (6,5 M€ garantis) et 332 logements neufs (30,2 M€ garantis).
- **Le Fonds de secours inondation** co-financé par le Département et la Région en soutien aux ménages impactés par les fortes pluies entre novembre 2023 et 2024. Il a exceptionnellement pris en charge, à hauteur de 360 € la franchise d'assurance en cas de reconnaissance de catastrophe naturelle (58 ménages aidés en 2025).
- **La lutte contre la précarité énergétique**, avec le recrutement d'un chargé de projet dans le cadre du pacte des solidarités signé avec l'État. Un travail de diagnostic a été réalisé afin d'identifier les besoins sur le territoire d'expérimentation de la Communauté de communes du Grand Roye.

FAITS MARQUANTS

- **Subsidiarité dans l'attribution des aides financières du FSL** : La mise en place de la subsidiarité vise à accélérer les délais de traitement des demandes d'aides
- **Coordination avec les bailleurs sociaux et l'Union régionale de l'Habitat** : la charte de partenariat signée en juin 2024 a renforcé la coordination des acteurs du PDALHPD, en intégrant de nouvelles priorités : handicap, jeunes sortants de l'ASE, précarité énergétique et relogement des victimes de violences conjugales
- **Distribution de kits hydro-économiques** : en 2025, 2 176 kits ont été distribués pour réduire la consommation d'eau, portant le total à 3 000

L'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

Le Département intervient dans le champ des politiques d'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap tant à domicile qu'en établissement. À ce titre, il est en charge :

- Du pilotage des allocations et prestations à l'autonomie pour les personnes âgées et pour les personnes en situation de handicap
- De la coordination du secteur des services autonomie à domicile (SAD) et du développement des politiques de bien vivre à domicile
- Du soutien aux personnes en situation de handicap par le partenariat avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), le financement de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), l'organisation des transports des élèves et étudiants handicapés et le développement d'actions d'accompagnement des personnes en situation de handicap
- De la création de places, du suivi financier ainsi que de l'accompagnement des établissements médico-sociaux
- De la conception, du suivi et de la mise en œuvre de documents cadres (charte 50 000 solutions ; convention tripartite)

LES ACTIVITÉS

• Allocations et prestations

- Mise en œuvre de nouvelles modalités de transport en faveur des élèves et des étudiants en situation de handicap
- Déploiement de l'expérimentation pilote du Système d'Information de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie
- Bilan et rédaction d'un nouvel accord cadre concernant la gestion et l'émission des CESU pour le versement de l'allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)
- Poursuite de l'amélioration et simplification des procédures afin de réduire les délais d'instruction et améliorer le recours aux droits.

• Vie à domicile

- Soutien réaffirmé au secteur du domicile :
 - Mise en conformité des Services Autonomie à Domicile (SAD)
 - Signature de **3** nouveaux contrats d'objectifs et de moyens pour soutenir la qualité et suivi des **5** plans d'actions pour les établissements et services soutenus au regard de difficultés financières
 - Poursuite des actions d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) CNSA (attractivité des métiers et modernisation des SAD) et des revalorisations salariales pour les personnels des services à domicile pour l'attractivité des métiers (4,9 M€)
 - Mise en œuvre du fonds mobilité (890 k€).
- Soutien des politiques de maintien à domicile :
 - Sélection de 75 projets visant à prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées et amorce d'une démarche d'évaluation des actions (1,3 M€)
 - Pilotage du marché public de prestation de téléassistance
 - Ouverture d'un 12e habitat inclusif à Chaulnes (logements regroupés avec locaux partagés)
 - Mise en œuvre de l'aide à la vie partagée pour les 12 habitats inclusifs : 414 k€ versés pour un total de 85 personnes concernées
 - Lancement d'un appel à projets « Habitats partagés et inclusifs »
 - Pilotage de l'accueil familial avec les territoires d'action sociale
 - Soutien des aidants et développement de solutions de répit.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **6 368** bénéficiaires de l'APA à domicile
- **7 164** abonnés au dispositif de téléassistance
- **3 792** bénéficiaires de la PCH (enfants et adultes)
- **2 689** bénéficiaires de l'aide sociale en structure d'accueil
- **560** bénéficiaires de l'aide-ménagère au titre de l'aide sociale
- **164** élèves ou étudiants en situation de handicap bénéficiaires de transports adaptés
- **134** accueillants familiaux pour personnes âgées ou personnes en situation de handicap (fin 2025)





CHIFFRES CLÉS 2025

- 69 établissements « personnes âgées » avec une capacité d'accueil totale de 6 180 places
- 73 établissements et services pour les personnes en situation de handicap avec une capacité d'accueil totale de 2 162 places
- 177 signalements d'événements indésirables graves (EIG) : 102 pour le secteur des personnes âgées, 75 pour le secteur des personnes handicapées
- 6 inspections réalisées
- 5 visites "qualité" pour le secteur des personnes âgées
- 4 visites "qualité" pour le secteur des personnes en situation de handicap

Établissements

- Poursuite des travaux autour de l'adaptation et de la diversification de l'offre
- Lancement des Appels à Projets (AAP) : service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et établissement d'accueil médicalisé (EAM) psychique et création d'une fiche méthodologique pour l'ensemble de l'équipe, facilitant ainsi l'instruction des dossiers
- Développement des missions d'inspections et des commissions des suites
- Contractualisation des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) en lien avec le nouveau schéma des solidarités (5 pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et 4 en cours pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour les personnes en situation de handicap)
- Renforcement des liens et suivi des établissements belges accueillant des personnes ressortissantes de la Somme
- Analyse des évaluations externes des établissements sociaux et médico-sociaux
- Poursuite de la révision de la procédure des événements indésirables graves (EIG)
- Programmation des visites qualité pour l'année 2026
- SDIS et Résidences Autonomie : travail engagé pour le changement de catégorie (Établissements recevant du public)

FAITS MARQUANTS

- Organisation des forums pour l'attractivité des métiers de l'accompagnement : 855 jeunes issus de 23 collèges
 - Organisation de 4 semaines de portes ouvertes en établissement ou service social ou médico-social : 18 structures, 70 visiteurs
 - Célébration des 20 ans de la loi Handicap : programmation d'événements sur une semaine
 - Organisation du 3e Village des aidants (Péronne, Amiens, Abbeville)
 - Mise en place d'un comité de pilotage pluri partenarial sur la thématique emploi et handicap
 - Développement d'actions dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes en situation de handicap sur les 5 territoires d'action sociale dont une représentation de théâtre d'improvisation à Amiens
 - La clôture de la première édition des « Correspondances samariennes » (échanges épistolaires entre collégiens et résidents d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et l'obtention du Prix « Territoria », niveau argent, catégorie Qualité de vie pour cette action
 - Organisation de 7 concerts de l'ensemble vocal AEDES dans 7 EHPAD du département
- Au total, près de 3 000 personnes handicapées ou âgées et leurs aidants ont pu participer à des actions et événements organisés par le Département.
- Pour le Service public départemental de l'autonomie :
- Phase de test dans 3 territoires : Amiens, Hauts-de-Somme et Picardie Maritime
 - Organisation de 3 réunions d'information territoriale (200 professionnels présents)
 - Élaboration et déploiement d'une formation socle SPDA : 92 professionnels formés
 - Élaboration et test d'un outillage dédié aux professionnels d'accueil du SPDA

La Maison départementale des personnes handicapées

La MDPH est un groupement d'intérêt public dont le Département est membre et qu'il préside. Elle exerce une mission d'accueil, d'information, de conseil, d'évaluation, et d'accompagnement à destination des personnes en situation de handicap. La MDPH a son siège à Amiens et aussi 14 lieux de permanence en territoire au plus proche des personnes.

Au total, 58 agents travaillent au sein de la MDPH (4 agents Éducation Nationale, 17 agents Conseil départemental, 33 agents GIP MDPH, 2 apprenties et 2 volontaires service civique) au 31 décembre 2025.

Son budget total s'élève à environ 3,5 M€, en incluant les mises à disposition de moyens par les partenaires.

Ce budget est financé par le Département de la Somme (48%), l'État (30%) et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (22%).

CHIFFRES CLÉS 2025

- **76 061** bénéficiaires (dont **9 579** de moins de 20 ans, soit **13%**). **48%** de femmes et **52%** d'hommes
- Délai moyen de traitement : **4,5 mois**
- **20 059** dossiers déposés dont **16%** de demandes en ligne
- **52 223** décisions et avis rendus
- **3 703** rendez-vous d'accueils dans les permanences en territoires et **10 514** en central à Amiens
- **1 100** visites à domicile par les évaluateurs PCH et les ergothérapeutes et **1 000** entretiens d'évaluation
- **33** séances de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)
- **81** projets financés par le fonds départemental de compensation du handicap pour **60 personnes** (**152 k€** décidés)
- **3 426** répondants à l'enquête de satisfaction « Mon Avis Ma MDPH » : **82,6%** de satisfaction



LES ACTIVITÉS

L'activité principale de la MDPH consiste en l'évaluation du handicap et des besoins de compensation en fonction du projet de vie des personnes. L'équipe pluridisciplinaire composée de professionnels internes ou externes à la MDPH évalue et propose des plans d'aide. C'est la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) qui décide de l'attribution des diverses aides spécifiques au handicap.

Pour les enfants, la majorité des décisions concernent le parcours de scolarisation et/ou les orientations en établissement ou service médico-social, l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé et les cartes mobilité inclusion.

Pour les adultes, la majorité des décisions concernent l'insertion professionnelle (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, orientation professionnelle : milieu protégé et emploi accompagné), l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et les cartes mobilité inclusion.

L'équipe « Réponse accompagnée pour tous » suit les situations individuelles complexes, pilote la gestion des listes d'attente et régule chaque année les situations de personnes sans solution ou en risque de rupture, tout en menant des actions de coordination des parcours avec les partenaires.

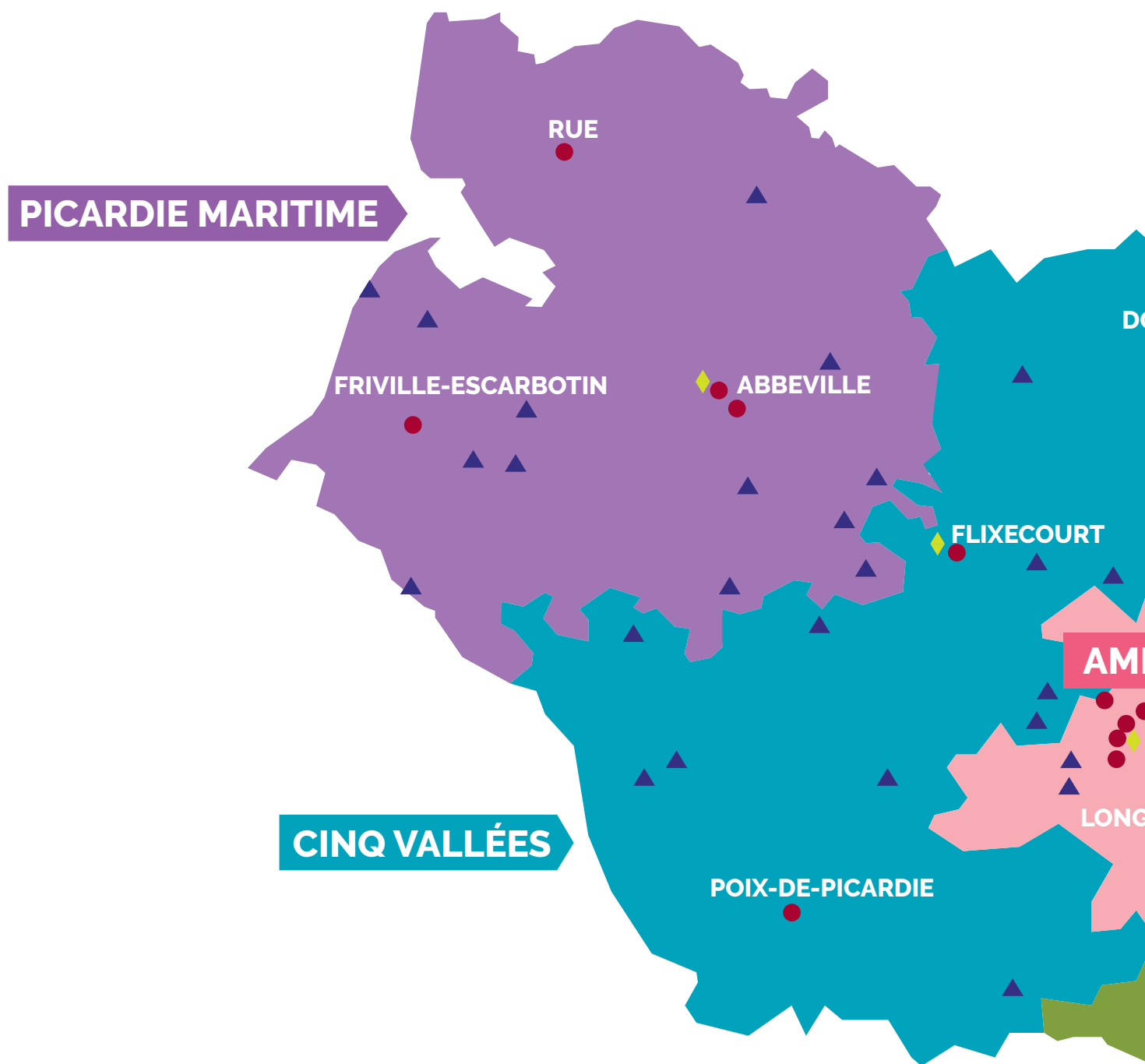
Les outils supports et l'harmonisation des pratiques sont renforcés afin d'améliorer en continu les processus d'instruction, d'évaluation et de gestion des parcours dans une démarche accessible et « Facile à Comprendre ».

La MDPH organise des actions de communication et des événements divers pour le public et les partenaires : journée de sensibilisation à l'autisme, village de Noël solidaire, octobre rose, semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, lundis de la compensation.

FAITS MARQUANTS

- Engagement de la MDPH de la Somme dans les travaux de la mission d'appui opérationnel (MAOP) de la CNSA
- Temps fort avec 5 jours d'événements et d'animations à l'occasion de l'anniversaire des 20 ans de la loi du 11 février 2005
- Ouverture du dispositif « Tous au collège » de Corbie construit collectivement avec l'Éducation nationale, le Département de la Somme, l'Agence régionale de santé (ARS), la MDPH et l'association APAJH 80
- Poursuite des travaux du Pilote Emploi Handicap relatif à la loi pour le Plein Emploi avec France Travail et Cap Emploi. Structuration du mode opératoire en vue de la généralisation à tout le département début 2026

Les territoires d'action sociale (TAS)



Le Département est divisé en 5 territoires d'action sociale : Picardie Maritime, Cinq Vallées, Amiens, Hauts de Somme et Somme Santerre. Chaque territoire assure 5 missions principales :

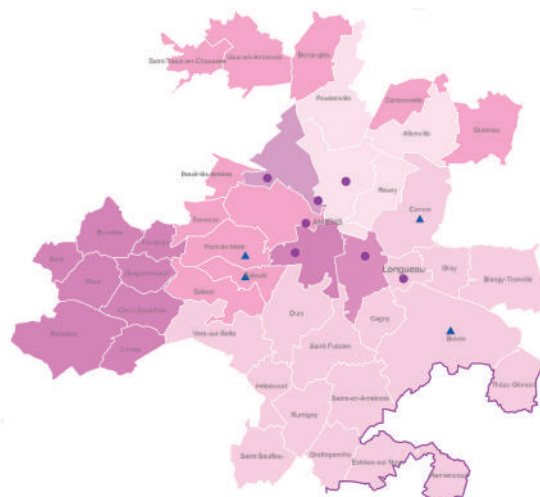
- L'accueil et l'action sociale de proximité
- La prévention et la protection de l'enfance
- La protection maternelle et infantile
- La cohésion sociale et le logement
- L'autonomie



Le territoire Amiens

CHIFFRES CLÉS 2025

- 39 communes
- 185 000 habitants Amiens métropole
- 224 agents
- 35 assistants familiaux
- 1 965 familles ont été accompagnées par les assistants sociaux
- 5 832 enfants vus en consultations de PMI
- 764 enfants confiés à l'ASE
- 8 242 bénéficiaires du RSA
- 70 % de taux de contractualisation (RSA)
- 1 427 bénéficiaires de l'APA à domicile
- 1 228 bénéficiaires de la PCH



- ▲ Permanences en mairie ou en EPCI
- MDSI

FAITS MARQUANTS

Six quartiers prioritaires de la Politique de la Ville sont identifiés : Amiens Nord, Étouvie, Marcel Paul/Salamandre, Condorcet/Philéas Lebesgue, Pierre-Rollin et les Parcheminiers.

Autonomie :

- Expérimentation du Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA) sur l'année 2025
- Anniversaire de la loi de 2005 - Papotin le 6 février 2025 à l'APRADIS
- Salon de l'Autisme le 2 avril 2025
- Portes ouvertes des Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) la semaine du 16 au 20 juin 2025
- Village des Aidants le 25 juin 2025
- Forum des métiers de l'Accompagnement et du soin le 07 octobre 2025
- Forums seniors avec le centre communal d'action sociale (CCAS) d'Amiens le 9 octobre 2025
- Action téléthon le 2 décembre 2025

Insertion, logement :

- Généralisation de la Loi Plein Emploi à compter du 1er janvier 2025 et poursuite de l'expérimentation RSA sur le Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV) Amiens Nord jusqu'au 31 décembre 2025 avec pour résultat : - 13,1 % de bénéficiaires du RSA (BRSA) et un taux d'accès à l'emploi de 34,4 %
- Semaine Réussir sans Attendre du 16 au 20 juin 2025
- Forum jeunes sortant de l'ASE : plus de 100 jeunes participants, 11 centres de formation/lycées, 11 employeurs, 10 partenaires. Satisfaction des jeunes quant aux réponses reçues lors des rencontres, ainsi que des employeurs et des centres de formation concernant les candidats potentiels

Accueil et Action Sociale :

- Le 25 septembre 2025, le territoire a organisé à l'APRADIS, un forum des métiers à destination des stagiaires, apprentis et nouveaux arrivants. Cette journée a permis de partager une connaissance des différents métiers présents sur le territoire
- Le 13 novembre 2025, le territoire a organisé en partenariat avec la direction de la cohésion sociale et le CCAS d'Amiens un forum du numérique à destination des professionnels des 2 institutions



Le territoire Somme Santerre

CHIFFRES CLÉS 2025

- 198 communes
- 86 527 habitants
- 101 agents
- 86 assistants familiaux
- 925 familles ont été accompagnées par les assistants sociaux
- 633 enfants vus en consultation PMI
- 258 enfants confiés à l'ASE
- 1 994 bénéficiaires du RSA
- 69 % de taux de contractualisation (RSA)
- 990 bénéficiaires de l'APA à domicile
- 510 bénéficiaires de la PCH



- ▲ Permanences en mairie ou en EPCI
- MDSI

FAITS MARQUANTS

Enfance :

- Organisation d'un séjour à la mer pour 3 familles, (6 enfants et leurs parents) bénéficiant d'une AED (aide éducative à domicile), en partenariat avec le territoire amiénois
- Organisation d'un séjour à la mer avec le territoire des Hauts de Somme visant à travailler l'autonomie (6 familles pour 17 enfants)
- 64 enfants ont bénéficié d'un retour à domicile en 2025
- Dédoublage du poste de coordonnatrice enfance afin de mieux structurer l'activité du service enfance

PMI :

- Poursuite du partenariat avec la médiathèque de Ham : distribution des porte-bébé et consultation de la puéricultrice avec médiation par le livre, toute l'année
- Semaine de la parentalité avec la Communauté de communes de l'Est de la Somme : atelier les émotions chez les moins de 3 ans, en avril 2025
- Sensibilisation à l'usage raisonné des écrans pour les jeunes enfants, atelier avec une stagiaire assistante sociale et une puéricultrice, février 2025, MDSI de Montdidier
- Initiation d'un café des parents mensuel à la médiathèque de Ham en novembre 2025, animation par une puéricultrice
- Ateliers contes à la MDSI de Montdidier et à la MDSI de Roye toute l'année avec puéricultrices et conteur professionnel
- Atelier octobre Rose et prévention santé en partenariat avec les 5 forums « Ose ton Avenir »

Insertion, logement, emploi :

- Semaine Réussir Sans attendre (Mars 2025 avec + de 600 rendez-vous réalisés)
- Rallye agricole en mars 2025 avec une présentation des métiers agricoles et des mises en relation
- Journées de la mobilité / Roye et Ham (500 personnes)
- Forum du développement durable en partenariat avec Recup'aire
- Interventions sur les chantiers d'insertion / thématique « gestion des acomptes sur salaire », « surendettement » et « gestion du budget »
- Mise en place d'actions collectives « précarité énergétique »

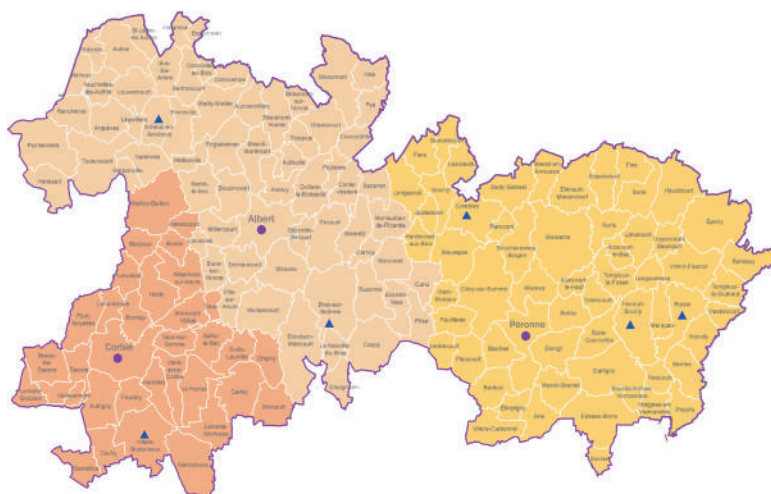
Autonomie :

- Le village des aidants en juin à l'Historial de Péronne : 42 partenaires ont tenu un stand le 18 juin 2025
- Participation au forum des métiers le 30 septembre 2025 au Lycée agricole des métiers du vivant (Péronne) pour promouvoir les métiers de l'aide à la personne
- Participation à la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées à HAM le 18 novembre. Forum avec 25 stands et 110 participants
- Exposition photos sur le handicap dans les 5 MDSI
- Semaine de l'Autisme : sensibilisation dans 5 MDSI, 2 écoles maternelle et l'ESAT de Roye du 1er au 3 avril
- Conférence partenariale sur la vulnérabilité le 25 avril 2025

CHIFFRES CLÉS 2025

- 158 communes
- 83 163 habitants
- 93 agents
- 52 assistants familiaux
- 1 401 familles accompagnées par les assistants sociaux
- 1 438 enfants vus en consultations PMI
- 210 enfants confiés à l'ASE
- 1 543 bénéficiaires du RSA
- 75 % de taux de contractualisation
- 871 bénéficiaires de l'APA à domicile
- 540 bénéficiaires de la PCH

- ▲ Permanences en mairie ou en EPCI
- MDSI



FAITS MARQUANTS

Enfance :

- Fête organisée pour les enfants et fratries confiés à l'ASE et accueillis chez des assistantes familiales du territoire
- Actions collectives Aide Educative à Domicile : crêpes, chasse aux œufs, SLAM (jeu à base de mots fléchés), bowling, accompagnement au départ en vacances de familles
- Mise en œuvre de la gestion électronique des documents pour l'enfance

PMI :

- Participation aux forums du sport et de la parentalité organisés par la ville d'Albert
- Ateliers de parentalité mensuels sur les MDSI d'Albert et Péronne
- Festival des parents, des bébés, un livre sur les MDSI d'Albert et Péronne
- Animations « Octobre rose » dans les MDSI durant tout le mois d'octobre
- Participation au forum de la parentalité à Péronne
- Les cafés d'allaitement sur les 3 MDSI pendant la semaine mondiale de l'allaitement
- Les ateliers de portage proposés tout au long de l'année sur les MDSI

Insertion et logement :

- Mise en œuvre de la Loi pour le Plein Emploi
- Organisation d'une semaine « réussir sans attendre »
- Organisation de temps forts partenariaux sur la mobilité à Péronne et Albert
- Coanimation de temps forts sur la précarité énergétique
- Participation au forum de l'emploi de Villers-Bretonneux
- Animation de réunions de sensibilisation sur les métiers en tension comme les assistants familiaux et les accueillants familiaux adultes.

Autonomie :

- Lancement du Service public départemental de l'autonomie (SPDA) avec conférences partenariales et mise en œuvre de formations
- Village des aidants organisé à l'Historial de Péronne
- Portes ouvertes dans les ESMS du territoire durant la semaine européenne de l'emploi des personnes en situation de handicap
- Organisation d'un forum des collégiens à Péronne sur les métiers de l'aide à la personne
- Soirée « Papotins » dans le cadre des 20 ans de la loi sur le Handicap
- Journée de sensibilisation à l'autisme

Accueil et Action Sociale :

Intervenante Sociale Gendarmerie :

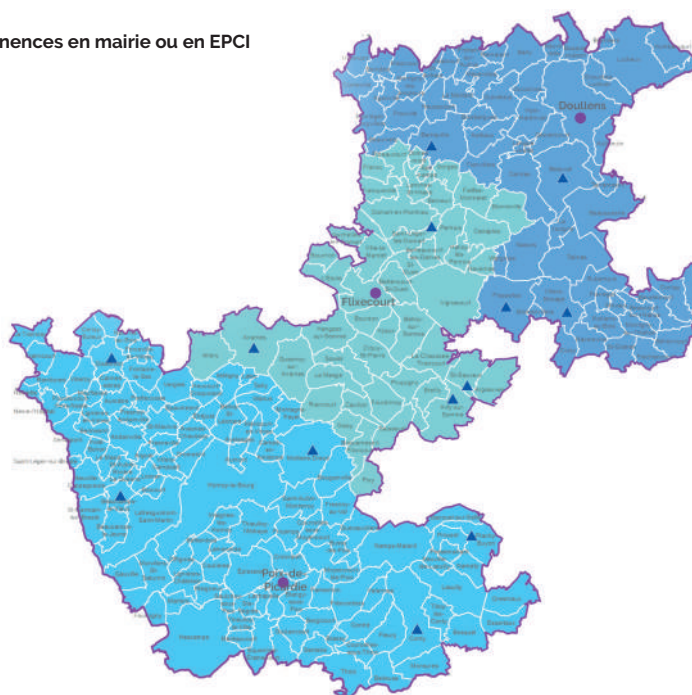
- Action de sensibilisation sur les violences conjugales et intrafamiliales dans les 3 MDSI durant le mois de novembre et 2 journées à Montdidier
- Point écoute avec la gendarmerie d'Albert, intervention à la Mission locale 2h/mois et au chantier d'insertion Savoir-fer, 1/2 journée à l'APRADIS



CHIFFRES CLÉS 2025

- 220 communes
- 99 277 habitants
- 106 agents
- 154 assistants familiaux
- 1 825 familles ont été accompagnées par les assistants sociaux
- 1 925 enfants vus en consultation PMI
- 289 enfants confiés à l'ASE
- 1 656 bénéficiaires du RSA
- 75 % de taux de contractualisation RSA
- 1 569 bénéficiaires de l'APA à domicile
- 547 bénéficiaires de la PCH

- ▲ Permanences en mairie ou en EPCI
- MDSI



FAITS MARQUANTS

Enfance :

- Mise en place d'un groupe « gestion des émotions » avec des mineurs confiés, débuté en novembre 2025 qui se poursuivra sur le 1er semestre 2026
- Organisation d'une Conférence partenariale « Prévention de l'enfance »
- Diverses sorties organisées pour les enfants confiés et ceux bénéficiant d'une mesure d'AED. Les professionnels ont également organisé des mini-camps au cours des vacances scolaires
- Organisation de temps forts durant les petites vacances
- Mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'attention des assistants familiaux sur des sujets comme les écrans, la sexualité, le bien-être de l'enfant

PMI :

- Mise en place de l'IVG médicamenteuse en septembre au centre de santé sexuelle de Flixecourt
- Organisation d'une consultation sommeil du tout petit
- Atelier de sensibilisation des assistants familiaux sur différents thèmes

Insertion et logement :

- Mise en place d'une épicerie sociale itinérante : déploiement du dispositif Le Cabas solidaire sur le territoire de la Communauté de communes du Val de Nièvre
- Développement du travail partenarial avec France Travail : participation à la co-construction d'ateliers destinés aux parcours d'entrée des bénéficiaires
- Mise en place de 5 ateliers sur les thématiques de la santé, du budget, de l'accès aux droits et de la mobilité à destination des allocataires RSA
- Organisation de la Semaine RSA : mise en œuvre d'actions en lien avec la Loi pour le Plein Emploi, incluant l'organisation d'événements dédiés aux secteurs de la logistique et des services à la personne
- Déploiement de l'action "Recruter autrement" avec l'organisation d'un Rallye de l'emploi sur la commune de Doullens.

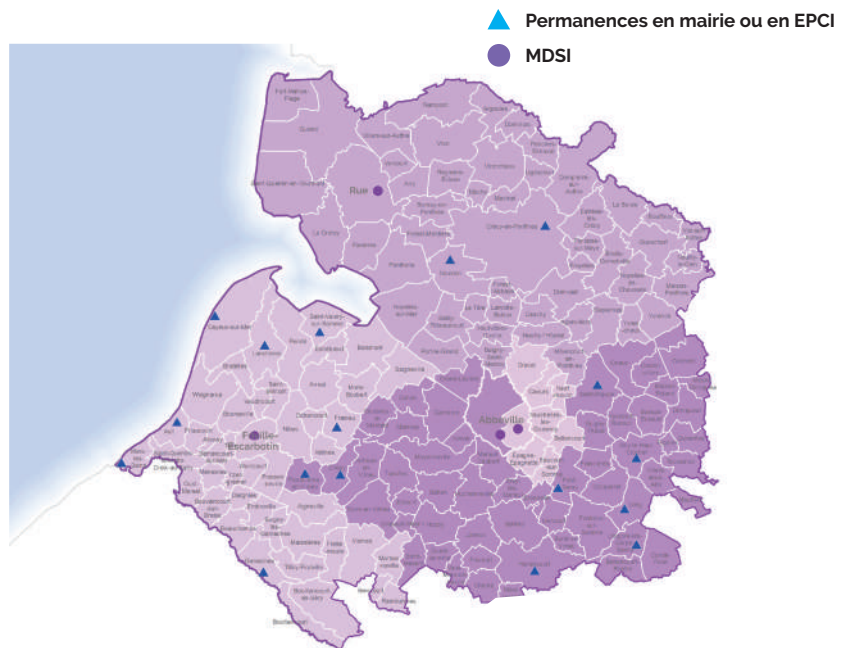
Autonomie :

- Conférence partenariale en présence d'un juge des tutelles sur la thématique de la sauvegarde de justice
- Manifestation sur la prévention routière à destination des personnes âgées et des personnes handicapées
- Forum des aidants au centre hospitalier de Doullens
- Mise en place des papotins dans le cadre des 20 ans de la loi handicap
- Forum « semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) » en partenariat avec la direction de la cohésion sociale
- Mise en place d'un jardin intergénérationnel en co-construction des services autonomie et ASE

Le territoire Picardie Maritime

CHIFFRES CLÉS 2025

- 163 communes
- 124 338 habitants
- 292 agents
- 152 assistants familiaux
- 2 816 familles ont été accompagnées par les assistants sociaux
- 247 enfants vus en consultation PMI
- 447 enfants confiés à l'ASE
- 2 841 bénéficiaires du RSA
- 79 % de taux de contractualisation RSA
- 1 915 bénéficiaires de l'APA à domicile
- 807 bénéficiaires de la PCH



FAITS MARQUANTS

Accueil et action sociale :

- Travail sur la mise en place d'instances de régulation
- Séminaires des conseillères administratives et sociales et groupe de travail
- 2 assistantes sociales ont participé au forum des métiers au collège d'Ailly le Haut Clocher
- Une conférence le 31 mars sur le thème de la vulnérabilité dans les locaux de Garopôle à Abbeville en présence du juge des tutelles et des associations tutélaires UDAF et ATS

Enfance :

- Participation des familles à la décoration de Noël du service, déplacement à Nausicaa, visite de l'asinerie du Marquenterre (ferme pédagogique), accrobranches, chasse à l'œuf de Pâques dans un bois ...
- Médiations éducatives sur l'année avec la participation au Festival de l'Oiseau, Paris et la découverte des transports en commun, Bagatelle, l'Asinerie, le zoo d'Amiens...
- Été 2025, séjour de 7 jours parents-enfants à Saint Valery sur Somme au camping le Walric avec différentes activités

Insertion et logement :

- Remise des kits autonomie aux jeunes majeurs le 7 février, en présence du mécène Leader Intérim
- La semaine RSA du 24 au 28 mars 2025
- Mise en œuvre de la loi Plein emploi et de l'accompagnement intensif au 25 juillet
- Visite de l'EPR de Penly le 26 septembre
- Première commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CAPEX) territorialisée sur le territoire le 14 novembre

PMI :

- Animations « chansons dès le biberon » et atelier lecture « des livres et des bébés »
- Café des parents au lycée du Vimeu avec la conseillère conjugale et la sage-femme en février
- En juin, consultation gratuite avec le bus PMI pour le dépistage du cancer du col de l'utérus
- Semaine de la contraception au centre de santé sexuelle en septembre ainsi que le « rallye contraception »
- Octobre rose avec une réunion animation de groupe, dépistages avec le bus PMI et interventions lors de soirées
- Les 80 ans de la PMI avec différentes actions et des stands de présentation de la PMI à Abbeville et Friville

Autonomie :

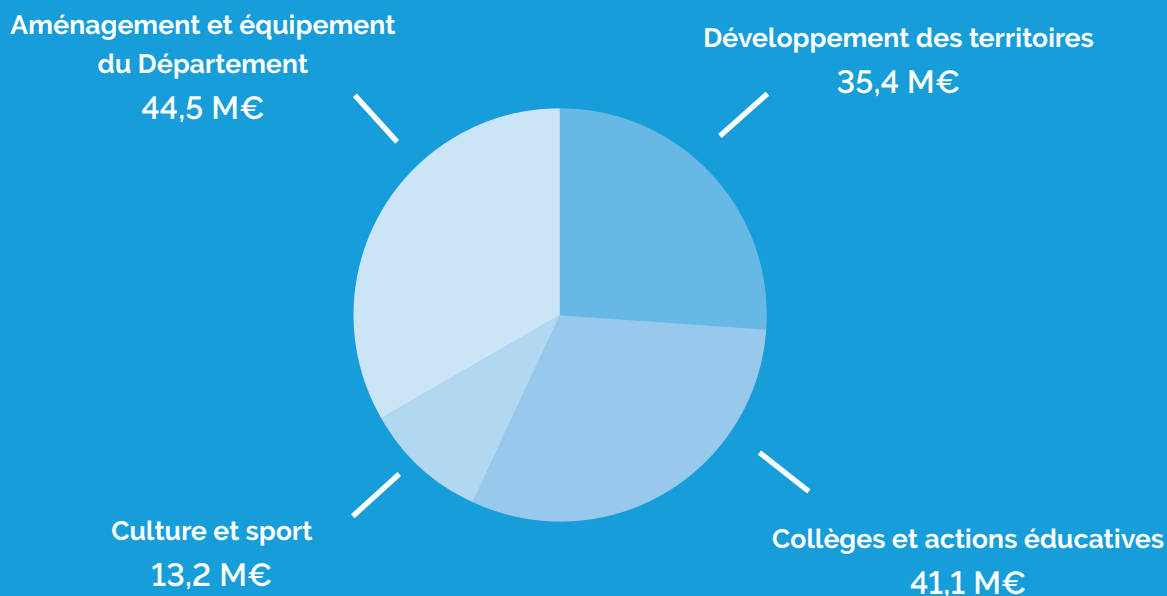
- Soirée « les Papotins » dans le cadre des 20 ans de la loi handicap en février
- Ciné débat au Rex d'Abbeville en avril sur la sensibilisation aux troubles du spectre autistique en lien avec l'association « les petits mômes »
- Journée interdisciplinaire destinée aux aidants en juin
- Le village des aidants en juin
- Signature de la charte des aînés sur le territoire de la communauté de communes du Ponthieu Marquenterre
- En novembre, semaine européenne avec le carrefour pour l'emploi des personnes en situation de handicap





Les solidarités territoriales

L'aménagement et l'équipement du Département
Le développement de la personne
L'attractivité et le développement des territoires



**134,2 millions d'euros
en 2025**

(Budget primitif)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT

3 directions

Routes et mobilités
Fleuve et ports
Bâtiments départementaux

457 agents départementaux

(effectifs permanents, dont **213** en agences routières)

**DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DÉVELOPPEMENT DE LA PERSONNE
ET DES TERRITOIRES**

7 directions

Jeunesse et collèges
Sport
Culture et patrimoine
Attractivité et développement des territoires
Laboratoire départemental d'analyses
Archives départementales
Bibliothèque départementale

593 agents départementaux

(effectifs permanents, dont **385** agents en collèges)



La voirie départementale

Parmi les compétences obligatoires du Département figurent la construction, l'aménagement et l'entretien des infrastructures routières, fluviales et maritimes ainsi que du patrimoine immobilier nécessaire à son activité et à l'accueil du public. Le Département consacre d'importants moyens pour la modernisation et l'entretien de son réseau routier, long de 4 535 km. Ainsi, en 2025, le budget consacré aux routes s'est élevé à 23,4 M€.

Les opérations visent à adapter le réseau routier départemental aux conditions de circulation qu'il supporte, par la réalisation d'opérations d'élargissement, de renforcement, d'aménagement d'accès à des équipements, de rectification de tracé ou de déviation d'agglomération, ainsi que des travaux de grosses réparations ou de remplacement d'ouvrages d'art. Elles répondent également aux besoins de développement économique qui sont cofinancés par les maîtres d'ouvrage demandeurs. Les travaux engagés permettent également de renforcer la sécurité routière en aménageant les zones du réseau routier départemental présentant des fréquences d'accidents corporels anormalement élevées.

CHIFFRES CLÉS 2025

- Réfection des enduits superficiels d'usure : **1 001 447 m²**
- **564,4 km** de signalisation routière horizontale
- **4 386 ml** : réparations de glissières de sécurité, travaux neufs et mise en conformité
- **6 277 tonnes** de sel pour la viabilité hivernale
- **162 tonnes** de déchets ramassés en 2025 dont **5,2 tonnes** dans le cadre du marché d'entretien des bords de routes réservé aux structures d'insertion par l'activité économique



LES ACTIVITÉS

- **Entretien des infrastructures routières réalisé par des entreprises extérieures :**
 - En 2025, **14,4 km** (102 000 m²) de revêtements superficiels combinés ont été confiés à l'entreprise
 - **32** opérations ont été réalisées (**23** opérations de renforcement de routes départementales et **9** opérations de traverses)
 - Réfection d'un ouvrage d'art à Cappy sur la RD1 pour un montant de **226 k€**.
- **Aménagements routiers :**
 - Création d'un double tourne à gauche sur la RD 901 à Poix-de-Picardie pour **335 k€**
 - Création d'un giratoire sur les RD111/105 à Crécy-en-Ponthieu pour **216 k€**
 - Réaménagement d'un carrefour sur les RD925/108 à Coulouvillers pour **154 k€**
 - Réaménagement d'un carrefour sur les RD930/135 à Faverolles pour **123 k€**
 - Réaménagement d'un carrefour sur les RD15/415 à Cressy-Omencourt pour **117 k€**.
- **Développement des mobilités douces :**
 - La pose du réseau points nœuds s'est poursuivie au centre-est du département
 - **4** carrefours du réseau points nœuds à l'ouest ont été sécurisés pour un montant total de **169 k€**. La maintenance du réseau s'est poursuivie toute l'année
 - La section de **1,2 km** de la Véloroute Vallée de Somme a été modernisée entre le pont de Glisy et l'écluse de Lamotte-Brebière pour **240 k€**
 - Les aménagements qualitatifs de la traverse du Ponthieu se sont achevés (**455 k€**)
 - L'aire de covoiturage de Péronne a été aménagée par le Département en fin d'année 2025 pour **70 K€**. La SANEF a inauguré l'aire de Flixecourt.
- **Programme de plantations de haies :**
 - En 2024, le Département a réalisé **5** opérations pour un total de **4 300 mètres linéaires**

FAITS MARQUANTS

- **2025 a été une année marquée par l'acquisition d'un auto gravillonneur, la poursuite de l'installation de compteurs à relève automatique, la mise en place de compteurs sur les itinéraires de mobilité douce et l'acquisition de matériels au laboratoire routier départemental certifié LABOROUTE.**

Le domaine fluvial et maritime départemental

Le Département de la Somme assume la responsabilité de la gestion, de l'aménagement et de la valorisation du canal de la Somme, propriété du Département et s'étendant de Saint Simon à Saint-Valery-sur-Somme. Il supervise également les trois ports de pêche et de commerce de la baie de Somme, à savoir Saint-Valery-sur-Somme, Le Crotoy et Le Hourdel.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 755 hectares de domaine public fluvial géré par le Département
- 19 écluses et 8 ponts mobiles
- 143 km de voies navigables
- 6 655 manœuvres d'ouvrages (écluses, pont-levis - levants)
- 175 tonnes de déchets ramassés
- 680 000 cyclistes et 603 000 piétons sur la véloroute vallée de Somme
- 307 bateaux ont navigué sur la Somme
- 53 rats musqués, 15 ragondins et 25 rats gris piégés
- 12 000 sacs de sable réalisés pendant les inondations du début d'année



LES ACTIVITÉS

- **Gestion et préservation de l'infrastructure :**
 - Actualisation du plan de gestion du Fleuve Somme : entretien régulier du canal de la Somme, des ports et modernisation des équipements
 - Travaux de réhabilitation des berges, du chemin de halage, des écluses et des ouvrages hydrauliques
 - Surveillance pour protéger les écosystèmes.
- **Programmes écologiques :**
 - Ramassage régulier des déchets pour maintenir la propreté des berges
 - Lutte contre les espèces invasives, notamment le Myriophylle (56 ha traités) et la Jussie (1 000 m² traités)
 - Entretien des passes à poissons dans le cadre du continuum hydro-écologique.
- **Gestion hydraulique :**
 - Surveillance quotidienne des ouvrages hydrauliques pour réguler le niveau d'eau
 - Modernisation des infrastructures pour améliorer l'efficacité des ouvrages de régulation
- **Promotion des usages récréatifs :**
 - Aménagements et équipements pour développer les activités récréatives et touristiques telles que le vélo, la randonnée, la pêche, les activités nautiques
 - Appels à projets pour accueillir des activités (gîtes, promenades embarquées, restauration...)

FAITS MARQUANTS

- Arrivée de la nouvelle directrice
- Réhabilitation et modernisation des écluses de la section du canal de la Somme entre Voyennes et Saint-Simon, réfection des berges et reprise du chemin de halage
- Travaux de réfection des berges à l'aval de l'écluse de la Breilloire, du chemin de halage à Long
- Début des travaux de modernisation et d'aménagement du port de Cappy, géré par le Département
- Poursuite des actions d'exploitation, d'entretien et de maintenance dans les ports de pêche de la baie de Somme, ainsi que des grands projets de restauration : comblement de la fosse amont du bassin de chasse du Crotoy et lancement de la procédure de concession pour extraire et valoriser 2 millions de m³
- Mise en place du schéma de développement des services en vallée de Somme (20 sites équipés en 2025)
- Fête du Bicentenaire de l'écluse d'Amiens
- Mise en place d'une brigade verte de deux écocardes (surveillance du fleuve et des espaces naturels sensibles)



Les bâtiments départementaux

La direction des bâtiments départementaux assure l'entretien, la maintenance, l'exploitation ainsi que la modernisation du patrimoine immobilier du Département, qu'il soit à caractère administratif, social, culturel, touristique, éducatif, ou relevant des infrastructures.

Les missions couvrent le patrimoine bâti, propriété du Département, et également les bâtiments dont le Département est locataire, pour les obligations qui en découlent.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **28,8 M €** consacrés à la maintenance de l'ensemble des bâtiments
- **27,8 M €** consacrés aux travaux dans les collèges
- **5 M €** consacrés à la rénovation énergétique des bâtiments



FAITS MARQUANTS

- Lancement des études programmatiques de la restructuration du centre administratif départemental (CAD)
- Lancement des appels d'offres pour le CDER de Oisemont, la Bibliothèque départementale, la restructuration du collège Rosa Parks, la réhabilitation des façades du collège de Crécy et la restauration du collège de Villers-Bretonneux.

LES ACTIVITÉS

- **Collèges :**
 - Rénovation des salles de science et technologie dans les collèges de Bray, Chaulnes, Rosières et Saint-Valery
 - Travaux d'aménagement pour le collège tout inclusif à Corbie
 - Travaux de renouvellement de systèmes de sécurité et d'équipements de cuisine dans les collèges
 - Rénovation de la restauration du collège Amiral Lejeune d'Amiens
 - Poursuite des études de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du collège d'Oisemont et lancement de l'appel d'offres pour la réhabilitation du collège Rosa Parks à Amiens
 - Plan LED au collège de Feuquières, Saint-Valery, Domart en Ponthieu, Roye, Gamaches et Péronne
 - Suppression des chaudières au fioul et installations de pompes à chaleur dans les collèges de Acheux, Bernaville et Domart
 - Rénovation du préau du collège de Villers-Bocage
- **Centres d'exploitation :**
 - Lancement de l'appel d'offres pour la construction du nouveau CDER de Oisemont
- **Sites culturels :**
 - Finalisation des travaux pour la reconstruction de la maison néolithique de Samara
 - Lancement de l'appel d'offres pour la construction de la Bibliothèque départementale de la Somme (BDS)
 - Raccordement au réseau gaz urbain de l'Abbaye de Saint-Riquier et suppression de la chaudière au fioul
- **Autres sites :**
 - Lancement de l'appel d'offres pour la construction de la caserne SDIS de Conty
 - Raccordement sur réseau de chaleur du CDEF, des MDSI d'Abbeville centre et de Doullens, et des collèges Auguste Janvier à Amiens et de Doullens



La démarche « Vallée de Somme, vallée idéale »

La baie de Somme et Amiens furent pour Jules Verne une grande source d'inspiration. Il projeta sur cette dernière l'image d'une possible Ville idéale. Le Département de la Somme a souhaité prolonger cette vision à l'échelle de l'écosystème du fleuve Somme, de sa source à la baie. « Vallée de Somme, Vallée idéale » est une espérance qui a pris corps en 2019 par l'approbation d'une stratégie ambitieuse. Elle se traduit par une démarche collective portée par une ambition commune : vivre en harmonie avec la nature. L'eau, source de vie, en est le fil conducteur. Et la démarche s'appuie sur plusieurs facteurs importants :

- un cadre naturel exceptionnel (reconnu à l'échelle internationale, à travers la labellisation RAMSAR)
- un patrimoine remarquable
- des villes et villages à taille humaine
- un réseau d'infrastructures connecté aux grands flux nationaux et européens où les mobilités « bas carbone » devront jouer un rôle de plus en plus important, en faisant notamment davantage combiner le train et le vélo

Il s'agit également de travailler sur les chaînons manquants qui doivent unir notre territoire et apporter de la valeur ajoutée.

DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ACTIONS INITIÉS OU CONCRÉTISÉS EN 2025 :

- **Amiens** : la nouvelle passerelle Samarobriva reliant le centre-ville d'Amiens à la Véloroute Vallée de Somme a été inaugurée en juin 2025
- **Abbeville** : la phase 2 du programme d'aménagement dans la traversée d'Abbeville a été réalisée (du pont de la gare au pont chinois)
- **Traverse du Ponthieu** : la phase 2 du programme d'aménagement (mise en valeur paysagère et environnementale) a été réalisée
- **Eaucourt-sur-Somme** : la consultation des entreprises a été menée pour la réalisation des travaux d'aménagement du jardin panoramique au pied du moulin et de l'auberge
- **Long/Longpré-les-Corps-Saints** : une équipe de maîtrise d'œuvre a été retenue après consultation et un mandat établi pour confier à la SPL Vallée idéale développement la réalisation d'un premier programme d'aménagement
- **Breilly** : une étude de faisabilité a été menée pour connecter le village aux deux rives du canal de la Somme et mettre en place une tour d'observation au sein de l'espace naturel sensible des alentours de Samara
- **Étinehem-Méricourt** : poursuite des travaux de dépollution et de renaturation en vue de créer une réserve naturelle et réalisation d'une étude d'incidences par la SPL Vallée idéale développement pour valoriser cette réserve naturelle à l'échelle des « Boucles de la Somme »
- **Est de la Somme** : poursuite du programme de travaux pour la réouverture à la navigation de la section dite « Voyennes - Saint Simon » du canal de la Somme et le déploiement de la Véloroute Vallée de Somme le long du canal, et réalisation d'une étude d'incidences pour révéler une centralité hamoise en partenariat avec les acteurs locaux
- **Maisons de la Vallée** : développement du réseau et mise en place d'une nouvelle activité à Lamotte-Brebière
- **Un pont, une œuvre** : trois nouvelles œuvres (« l'aviateur » à Epagnette, « enrochement » à la passerelle Samarobriva à Amiens et « le rebelle » à Lamotte-Brebière)



La sécurité civile

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS 80) est un établissement public autonome avec un budget propre dont les recettes sont constituées essentiellement des contributions des communes, des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et du Département.

En 2025, la contribution du Département s'est élevée à 28,6 M€, soit 53 % des recettes réelles de fonctionnement du SDIS 80.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 411 sapeurs-pompiers professionnels
- 2 136 sapeurs-pompiers volontaires
- 100 personnels administratifs et techniques spécialisés (PATS)
- 56 casernes



LES ACTIVITÉS

- 44 103 interventions réalisées en 2025,
Dont :
 - 2 637 accidents de la circulation
 - 3 051 incendies
 - 2 837 opérations diverses
 - 306 interventions pour risques technologiques
 - 35 272 interventions pour secours et soins d'urgence aux personnes

FAITS MARQUANTS

- Le SDIS de la Somme dispose d'un centre de formation départemental qui, pour l'année 2025, a dispensé 10 139 jours de formation pour l'ensemble des personnels permanents (sapeurs-pompiers professionnels et PATS) et sapeurs-pompiers volontaires
- Parmi les interventions marquantes de 2025, on peut citer le feu de l'entreprise PAPREC en zone industrielle nord d'Amiens, le feu d'un local commercial désaffecté à Moreuil, un accident de circulation ayant coûté la vie à deux jeunes enfants d'une même fratrie, et l'effondrement d'un immeuble à Amiens. A ces interventions s'ajoutent le déploiement de renforts de sapeurs-pompiers durant la période estivale, au profit de la Zone de défense Sud pour participer à la lutte contre les feux de forêts
- En début d'année, le département de la Somme a été confronté à des inondations, entraînant la mise en place de missions de reconnaissance pour évaluer les impacts de la montée des eaux et d'opérations de pompage avec l'appui de renforts nationaux de la Sécurité Civile à l'embouchure du fleuve Somme



Le sport

La politique sportive du Département est orientée vers le « sport pour tous », et se développe en 3 axes majeurs :

- l'appui à la structuration du mouvement sportif, associations et comités départementaux mais aussi clubs et athlètes de haut niveau
- le développement du sport pour tous, avec une attention particulière pour les personnes en situation de handicap, celles qui sont éloignées socialement de la pratique sportive, le sport scolaire, le sport santé, avec la volonté d'animer le territoire
- le développement des activités de pleine nature.

L'année 2025 a été marquée par la volonté de faire vivre l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris 2024, avec la poursuite des animations développées à cette occasion et la création de nouveaux programmes.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **696** clubs bénéficiaires de l'aide au fonctionnement annuelle des associations sportives
- **70** associations sportives aidées pour leur projet d'acquisition de matériel sportif
- **70** manifestations sportives compétitives soutenues
- **41** conventions d'objectifs signées avec les comités sportifs départementaux
- **85** sportifs de haut niveau ont bénéficié du soutien du Département
- **43** conventions d'objectifs signées avec les comités sportifs départementaux
- **1 600** visiteurs sur les 3 étapes du Village des sports du Département.



LES ACTIVITÉS

- Création d'un groupe d'ambassadeurs sportifs samariens, dans la continuité du Club Somme 24 ayant accompagné une trentaine de sportifs de haut niveau dans leur aventure olympique 2024. 11 nouveaux sportifs, certains confirmés, d'autres en développement, bénéficient d'un partenariat financier avec le Département et interviennent notamment en milieu scolaire pour partager leur expérience
- Poursuite du volontarisme en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap, avec l'aide renforcée destinée aux clubs qui en accueillent (35 associations bénéficiaires, contre 27 en 2024)
- Instauration d'un rythme régulier de conférences mensuelles à la Maison des sports, sur des thèmes diversifiés (préparation mentale, communication des associations, histoire du sport samarien...)
- Développement du réseau de circuits de randonnée, avec plusieurs nouveaux circuits balisés en 2025, et 10 circuits supplémentaires labellisés Handi'spot pour qualifier leur degré d'accessibilité
- Un programme de séances sportives hebdomadaires a été proposé aux agents du Département, en bordure du temps de travail, recueillant plus de 1 000 participations sur l'année
- L'opération 1,2,3 Nagez a été reconduite pour la 3e année, en se recentrant uniquement sur le public des 4-18 ans en situation de handicap. 160 d'entre eux ont bénéficié de ces semaines d'apprentissage de la natation en juillet, dans 9 piscines

FAITS MARQUANTS

- 3 étapes (Villers-Bocage, Moliens-Dreuil, Mers les Bains) pour la tournée 2025 du Village des sports du Département, fête populaire et sportive proposée aux habitants pour valoriser l'activité physique. Ce programme créé autour des JOP 2024 se poursuit puisque plébiscité par les communes et les participants
- Tournoi de foot estival et arbre de Noël sur glace des enfants confiés à l'ASE
- 4 Journées Tous Cap ! organisées à l'attention de 50 collégiens participant à une journée de sensibilisation au handicap
- Fin du dispositif d'aide à l'acquisition d'un vélo électrique destiné aux particuliers et instauré dans le plan de relance post-Covid-19 : en 5 ans et demi, 16 044 subventions accordées, pour un peu plus de 5 M€
- Labellisation Handi'spot pour 40 circuits de randonnée (260 km de parcours) accessibles aux personnes handicapées avec une inauguration en septembre 2025



La jeunesse et les collèges

En 2025, le Département a poursuivi ses efforts en direction des 67 collèges, dont 50 publics. Il assure notamment les missions suivantes :

- L'équipement et le fonctionnement des collèges publics
- La gestion des agents des collèges publics (entretien des locaux, restauration scolaire, maintenance des locaux, accueil)
- Les équipements et le fonctionnement liés aux technologies de l'information et de la communication (TICE) et aux espaces numériques de travail (ENT)
- Le financement des équipements sportifs et l'apprentissage de la natation
- La sectorisation des collèges et le plan d'investissement (construction ou rénovation)
- Le soutien financier des collèges privés sous contrat d'association
- La mise en place d'ateliers et d'appels à projets en faveur des collégiens
- Les aides à la scolarité en faveur des collégiens

CHIFFRES CLÉS 2025

- **20 503** élèves dans les collèges publics (25 550 places)
- **42** cuisines de production, **1** cuisine centrale **5** sites satellites et **2** internats
- **15 961** repas servis par jour et 24,3 % des achats issus de l'agriculture biologique
- **7 347** collégiens bénéficiaires des ateliers jeunesse
- **7 304** collégiens bénéficiaires de l'allocation départementale de scolarité
- **165** collégiens bénéficiaires du don d'ordinateur
- **28 213** « Somme chèquiers collégiens » distribués



LES ACTIVITÉS

- Déploiement du Wifi dans 9 collèges
- Acquisition de plus de 1 200 ordinateurs fixes, 137 ordinateurs portables, 185 tablettes et 205 vidéoprojecteurs
- Renouvellement complet ou partiel des salles de restauration dans 10 collèges
- Fourniture de nouveaux mobiliers et équipements dans des centres de documentation (3 collèges) et des salles de technologie et de sciences (4 collèges)
- Fourniture de mobilier flexible pour une salle de permanence et pour les nouvelles classes ULIS et au collège tout inclusif de Corbie
- Poursuite des études de reconstruction des collèges Rosa Parks à Amiens et Charles Bignon à Oisemont
- Poursuite des études pour la restructuration des espaces de restauration du collège de Villers-Bretonneux
- Promotion des produits locaux, bio et de saison dans la restauration scolaire via la plateforme Approlocal
- Déploiement du logiciel « Webgerest » pour la gestion, le suivi et le pilotage de la restauration dans 30 collèges supplémentaires
- Poursuite du projet ça mijote dans 2 collèges
- Mise en œuvre de la convention 2024-2025 Département - Région sur la prévention du harcèlement scolaire

FAITS MARQUANTS

- Acquisition de distributeurs de protections hygiéniques pour tous les collèges du département (deux distributeurs par établissement)
- Équipement mobilier du collège tout inclusif de Corbie
- Implantation d'une nouvelle SEGPA ERE au collège Guy Mareschal à Amiens
- Poursuite de l'équipement en matériel de nettoyage spécifique à la Méthode Globale de Nettoyage (MGN) mise en place dans 29 collèges samariens depuis 2023 (9 collèges en 2025)
- Restructuration de l'espace de restauration du collège Amiral Lejeune d'Amiens
- Journée des chefs à l'Historial de Péronne
- Lancement de la consultation auprès des jeunes sur le schéma départemental de la jeunesse

La culture et le patrimoine

L'objectif des actions culturelles et patrimoniales du Département est de prioriser l'accueil des publics les plus éloignés de la culture, une répartition équilibrée des présences culturelles sur le territoire et l'attractivité et le rayonnement du Département de la Somme.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 16 925 élèves ont bénéficié du Projet artistique et culturel (PAC 80)
- 45 collèges ont participé au dispositif « Collège au cinéma »
- 26 collèges ont participé au dispositif « De la Somme à la Seine »
- 43 collèges impliqués dans le cadre du dispositif « Scène au collège »
- 38 établissements d'enseignement artistique financés
- 8 orchestres au collège aidés
- 54 structures soutenues pour les pratiques musicales amateurs soutenues
- 32 compagnies de spectacle vivant financées



LES ACTIVITÉS

- **Soutien financier aux projets culturels :**
 - Accompagnement financier des projets culturels de 6 territoires
 - Soutien au fonctionnement des associations et structures culturelles locales à travers différentes aides : pôles culturels ressource, lieux de diffusion sur un quartier défavorisé ou en milieu rural, festivals, compagnies professionnelles de spectacle vivant
 - Soutien des établissements d'enseignement artistique, mise en œuvre des dispositifs « orchestre au collège » et « enseignements artistiques et handicap », et soutien aux structures de pratique musicale amateur
- **Éducation artistique et culturelle :**
 - Dispositifs éducatifs pour les collégiens avec le PAC collégiens 80, les programmes « Scène au collège », « Collège au cinéma » ainsi que « Cap sur l'Historial »
 - Soutien aux projets culturels dans les instituts médicoéducatifs (IME), les instituts d'éducation motrice (IEM) et les instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques (ITEP)
- **Patrimoines culturels :**
 - Animation et valorisation des patrimoines : expositions, journées européennes du patrimoine, conférences...
 - 17 acteurs patrimoniaux soutenus
 - Veille, suivi et accompagnement de structures patrimoniales et mémorielles structurantes ou portage / suivi de projets en lien avec les acteurs des territoires
- **Antiquités et objets d'art :**
 - Restauration du patrimoine mobilier Monument historique : 35 295 € de subventions
 - Montonvillers : présentation de la restauration de 3 statues XVe et XVIe siècle dans le cadre du Printemps du Département
 - Couverture photo des œuvres « Monument Historique » : (4 644 photos)

FAITS MARQUANTS

- Adoption par le Département, lors du vote de son budget le 31 mars 2025, d'une version actualisée du schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA), afin d'y intégrer la référence au nouveau schéma national d'orientation pédagogique, les évolutions de la politique culturelle du Département, des établissements d'enseignement artistique et de l'action des structures culturelles du schéma



Le Centre culturel départemental de l'abbaye de Saint-Riquier

L'ancienne abbaye bénédictine de Saint-Riquier, fondée vers 682 par Saint Riquier, est l'un des plus beaux édifices du département de la Somme. Restaurée à plusieurs reprises au fil des siècles, l'abbaye accueille un petit séminaire de 1828 à 1906, puis de 1926 à 1952. Elle servit d'hôpital militaire pendant les deux guerres mondiales. Devenue propriété du Conseil départemental de la Somme en 1972, le site accueille aujourd'hui le Centre culturel départemental proposant un projet culturel ambitieux autour des arts visuels et du spectacle vivant, avec une saison culturelle pluridisciplinaire.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **de 36 000** visiteurs en 2025 dont **4 068** festivaliers
- **de 5 000** participants (tout public y compris scolaires) aux ateliers et séances du Studio Créa
- **de 70** personnes porteurs et non porteurs de handicap réunis lors de la restitution « Voix dansantes »



LES ACTIVITÉS

- **Expositions :**
 - « Rosemania » du samedi 19 octobre 2024 au 30 mars 2025
 - « Santa Classics » du 22 novembre 2024 au 1er février 2025
 - « Saint-Riquier 625-2025 : Chronique d'une Abbaye millénaire » du 17 mai au 11 octobre 2025
 - « L'Atelier en Baie » de Pippa Darbyshire du 8 mars au 17 août 2025
 - « De la Baie à l'Océan : l'Odyssée du Nautilus en briques LEGO » du 15 novembre 2025 au 17 mai 2026
 - « La céramique de Montières : de l'art nouveau à l'art déco » du 4 octobre 2025 au 28 février 2026
- **Ateliers et initiatives culturels :** Ateliers chorégraphiques
- **Événements culturels :** 40ème anniversaire du Festival de musique du 8 au 13 juillet 2025 autour d'une programmation variée alliant exigence culturelle et émergence artistique (4 068 festivaliers)

FAITS MARQUANTS

- Programmation de compagnies professionnelles de spectacle vivant
- 4e édition du Printemps du Département
- 40e anniversaire du Festival de musique du 8 au 13 juillet 2025 avec notamment Marc Lavoine, Laurent Voulzy, Thomas Fersen et Lambert Wilson
- 1 400 ans de l'Abbaye de Saint-Riquier, célébrés à l'occasion d'une exposition
- Deux spectacles d'orgues à feu sur le parvis de l'abbatiale à l'occasion des journées européennes du patrimoine rassemblant plus de 2 000 personnes



L'Historial de la Grande Guerre à Péronne et Thiepval

L'Historial de la Grande Guerre présente, dans ses deux musées à Péronne et Thiepval, le premier conflit mondial dans toute son ampleur. Il a été créé à l'initiative du Conseil départemental de la Somme en 1992. Longtemps géré dans le cadre d'une association via une délégation de service public, il a été repris en gestion directe par le Département depuis le 1er janvier 2025.

Musée de référence bi-site dédié à la Première Guerre mondiale, l'Historial s'intéresse aux causes, au déroulement et aux conséquences de la Grande Guerre et aborde le premier conflit mondial dans toutes ses dimensions : culturelle, sociale et militaire. Les visions des trois principales nations européennes combattantes (France, Allemagne, Royaume-Uni) se croisent au fil des empreintes de la guerre vécues sur le front et à l'arrière. Pour créer ce nouveau musée, au cœur des champs de bataille de la Somme, le Conseil départemental de la Somme, avait décidé d'investir le site du château de Péronne, édifice médiéval du 13e siècle. Un bâtiment contemporain dont l'architecture a été confiée à Henri-Édouard Ciriani lui est adossé, afin d'accueillir les collections (plus de 60 000 items) et une partie des espaces d'exposition.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **61 939** visiteurs aux musées de Péronne et de Thiepval
- **94 761** visiteurs au Centre d'interprétation à Thiepval



FAIT MARQUANT

- Mise en place du CAP sur l'Historial dans le cadre du PAC 80 (parcours artistique et culturel pour les collégiens) en lien avec les services du Département, le Service Éducatif de l'Historial de la Grande Guerre et l'Éducation nationale
- Reprise de la gestion de l'Historial en régie par le Département depuis le 1er janvier 2025

LES ACTIVITÉS

- **Tout au long de l'année :**
 - Visites tactiles et visites guidées
 - Lancement de nouveaux ateliers de médiation
 - Mise en place de visites guidées à destination du public individuel à partir de la seconde moitié de l'année
 - Ateliers jeune public organisés les mercredis
 - En partenariat avec la Bibliothèque de Péronne : lecture d'un album jeunesse, suivie d'un atelier et d'un goûter (avril, juin, septembre et novembre)
- **Expositions :**
 - Guerre en Jeux. 1er mars au 20 septembre 2025
 - Déflagration. Du 8 novembre 2025 au 5 avril 2026
- **Printemps du Département (29 et 30 mars) :**
 - Présence de la Bibliothèque départementale de la Somme avec plusieurs animations : atelier casque de réalité virtuelle, jeu Circino 80 et atelier badges
- **Nuit européenne des musées (17 mai) :**
 - Organisation d'un escape-game
- **Rendez-vous aux jardins (7 et 8 juin) :**
 - Visites thématiques autour des animaux, des jardins et de l'environnement
 - Ateliers « empreintes végétales » et création d'herbiers
- **Journées de l'archéologie (14 et 15 juin)**
 - Atelier dédié à l'archéologie de la Grande Guerre
- **Programmation estivale (juillet-août)**
 - Proposition quotidienne d'un atelier, de deux visites guidées et d'une visite thématique de l'Historial à Péronne
 - Sur trois journées, réalisation de visites thématiques du centre d'interprétation et du musée de Thiepval
- **51 Championnat de montgolfières (5 au 10 août)**
 - Ateliers thématiques autour des montgolfières
- **Journées européennes du patrimoine (20 et 21 septembre)**
 - Visites guidées thématiques et différentes animations
- **Commémoration du 11 novembre**
 - Visites guidées thématiques : 1918, et après ?

L'établissement public de coopération culturelle Somme Patrimoine

Somme Patrimoine est un établissement public de coopération culturelle (EPCC), créé en 2017 à l'initiative du Conseil départemental de la Somme. Il a pour mission de gérer, développer et valoriser les sites culturels et patrimoniaux propriété du Département. En 2025, trois sites sont en gestion : le parc archéologique de Samara à La Chaussée-Tirancourt, la citadelle de Doullens et le centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 60 146 visiteurs à Samara
- 16 288 visiteurs à la Citadelle de Doullens
- 1 390 visiteurs au Centre archéologique
- Total : 77 824



FAIT MARQUANT

- Le 28 avril 2025, en compagnie d'autres acteurs locaux, Somme Patrimoine a reçu le certificat « entreprise engagée » récompensant son engagement dans l'inclusion des jeunes dans le monde du travail, remis à Doullens par le Préfet de la Somme, M. Rollon Mouchel-Blaisot, et le Recteur d'Académie, M. Pierre Moya. La cérémonie se déroulait au Lycée de l'Authie à Doullens.

LES ACTIVITÉS

- **Programmation culturelle :**
 - La saison culturelle s'est structurée autour de six grands événements : « Le Printemps du Département », le 30 mars ; « Les pages historiques de la citadelle », les 7 et 8 juin ; « Les fêtes préhistoriques », les 15, 16 et 17 août ; « Le festival Transgression », du 17 au 19 septembre ; « Citad'Hell », les 31 octobre et 1er novembre ; « Samonios », les 1er et 2 novembre. Certains événements, comme Samonios, ont attiré un public extrêmement nombreux (1 200 visiteurs, pour un événement se déroulant sur une seule soirée)
- **Bâtiments :**
 - Sécurisation des cheminées de la citadelle (des sorties de conduits provenant des galeries de contremines). Somme Patrimoine a pu obtenir des données photogrammétriques des galeries, cartographier précisément les sorties de cheminées, les baliser et les sécuriser
 - Début 2025, les travaux de reconstruction de l'ancien habitat néolithique à Samara ont commencé et l'ossature de la maison (poteaux, charpente, toiture de chaume) a été achevée en juillet 2025
- **Archéologie :**
 - Dans le cadre du projet collectif de recherche (PCR) « Citadelle de Doullens », des campagnes de fouilles archéologiques ont pu être menées à la Citadelle, et des objets provenant de l'hôpital militaire canadien, bombardé durant la Première guerre mondiale, ont été découverts. Ils ont été nettoyés et stabilisés au laboratoire du centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre, et présentés dans des caisses pédagogiques à destination du grand public
 - Somme Patrimoine a accueilli, en 2025, 2 chantiers de collections (opération qui consiste à récupérer des caisses de mobilier archéologique en désordre, à les nettoyer, les inventorier et les classer correctement), démontrant son savoir-faire et son expertise en matière de gestion des collections archéologiques. Des opérateurs, organismes et particuliers de toute la France font appel aux services de l'établissement. Une partie de ce mobilier archéologique est venu enrichir les collections du Département de la Somme, stockées au centre archéologique de Ribemont-sur-Ancre



Dans le cadre de leurs missions réglementaires, les Archives de la Somme, compétence obligatoire des Départements depuis 1986, assurent la collecte, le classement, la conservation, la diffusion et la valorisation de la sélection d'archives publiques et privées, dont l'intérêt historique justifie une conservation définitive. En matière d'archivage papier et électronique, les Archives départementales accompagnent et contrôlent l'activité de l'ensemble des services publics et apportent leur expertise pour soutenir les actions engagées dans ce domaine (mise en ordre, tri et élimination, versement, dépôt)

LES ACTIVITÉS

- **Conseil en archivage auprès des administrations :**
 - 41 séances de formation, 108 visites dans les services, contrôle de l'élimination de 5,5 km de documents de 191 Go de données publiques ayant perdu leur utilité administrative et ne présentant pas d'intérêt historique
- **Accueil du public :**
 - 7 750 articles consultés et 2 087 séances de travail en salle de lecture
 - Activités pédagogiques et culturelles : 3 632 scolaires accueillis et 5 000 personnes ayant bénéficié des manifestations culturelles organisées aux Archives
- **Nouvelles numérisations et diffusions en ligne :**
 - 278 490 vues numérisées et 612 632 vues numériques mises en ligne
- **Fréquentation du site internet :**
 - 1,5 million de visites et 27,4 millions de pages consultées

CHIFFRES CLÉS 2025

- 28,2 km de documents conservés
- 296 mètres d'archives collectés
- 464 mètres d'archives classés
- 615 mètres d'archives conditionnés
- 14 documents patrimoniaux restaurés et 69 sceaux médiévaux restaurés
- 2 579 réponses à des demandes d'information



FAITS MARQUANTS

- **Gestion des conséquences de l'inondation ayant affecté 120 mètres d'archives sur le site principal à Amiens. Aucun document n'a été perdu grâce à la mobilisation de l'équipe des Archives (13 janvier-11 juillet 2025) : évacuation, mise à plat, séchage, dépoussiérage, conditionnement, rangement**
- **Élaboration et présentation de 4 expositions :**
 - « Souvenirs de courses : compétitions automobiles dans la Somme au début du XXe siècle » (13 janvier-6 mars 2025)
 - « En avant la musique : les fanfares dans la Somme » (30 mars-31 juillet 2025)
 - « Les voyages officiels dans la Somme du Moyen Âge à nos jours » (septembre-décembre 2025)
 - « De l'échoppe aux grandes surfaces, l'histoire des commerces dans la Somme depuis le Moyen Âge » (15 septembre-31 décembre 2025)
- **Le 28 novembre 2025 : organisation d'une journée d'études sur l'homme politique René Goblet (1828-1905), dont les Archives de la Somme avaient acheté les papiers en octobre 2023 (fonds d'archives numérisé et mis en ligne en novembre 2025)**



La Bibliothèque départementale

- La lecture publique est une compétence obligatoire des Départements, les missions de la Bibliothèque départementale de la Somme (BDS) sont les suivantes :
 - Aide et conseils pour la création et le fonctionnement des bibliothèques et actions de formation
 - Développement et accompagnement des partenariats avec les bibliothèques, les équipements culturels, les établissements scolaires, les institutions d'enseignement et les structures socio-éducatives
 - Prêt de collections tous supports aux bibliothèques territoriales
 - Centre de ressources et d'informations pour les bibliothèques et autres organismes contribuant au développement de la lecture, à l'accès à l'information et à la culture

CHIFFRES CLÉS 2025

- 159 bibliothèques accompagnées
- 273 787 livres dont 13 466 nouveautés.
- 49 947 CD dont 73 nouveautés.
- 5 231 DVD dont 223 nouveautés
- 756 jeux dont 32 nouveautés
- 1 644 supports d'animation dont 42 nouveautés.
- 175 397 prêts et retours
- 4 433 adhérents aux ressources numériques dont 1 927 nouveaux adhérents



LES ACTIVITÉS

- **Festivals et événements culturels :**
 - « Festival des parents, des bébés » (animations organisées dans les bibliothèques en octobre à destination des - de 6 ans et de leurs parents)
 - « Festival Live entre les livres » (concerts en médiathèques en juin et juillet)
 - « Nuits de la lecture » (animations organisées en janvier dans certaines bibliothèques autour du thème du patrimoine)
- **Résidences et programmes éducatifs :**
 - La bibliothèque départementale de la Somme accueille chaque année des auteurs en résidence afin d'amener au goût et au plaisir de lire par la rencontre, la médiation et le travail avec un auteur. En 2025 : résidence petite enfance et résidence d'Éducation aux Médias et à l'Information
- **Projets de promotion de la lecture et de l'écriture :**
 - Éclats de Lire en Somme (concours organisé en été à destination des jeunes de 11 à 16 ans)
 - Opération « Dis-moi dix mots » (participation à l'opération nationale de sensibilisation à la langue française pendant l'année scolaire)
 - Concours des collégiens « En faire toute une histoire » (concours d'écriture avec remise des prix en mai)
 - Partir en Livre (participation à l'évènement national organisé par le centre national de la littérature jeunesse en juin et juillet)
- **Amélioration des infrastructures et des services des médiathèques :**
 - Poursuite de l'équipement des documents en radiofréquence (RFID)
 - Refonte du Circuit du livre et de la politique documentaire
 - Refonte du circuit de la navette animation
- **Accompagnement des collectivités et projets de développement territorial :**
 - Accompagnement spécifique de 5 communes, 4 communautés de communes, une agglomération et du PETR Cœur des Hauts-de-France pour la réalisation de leurs projets (construction, études, Contrats Territoires Lecture).

FAITS MARQUANTS

- Intégration des 20 bibliothèques du réseau des bibliothèques d'Amiens métropole au réseau départemental (informatisation, nettoyage des fonds / création des dépôts)
- Mise en œuvre de la première résidence d'artiste en lien avec la transition écologique sur l'Espace Naturel Sensible d'Étinehem-Méricourt
- Ouverture des nouvelles bibliothèques de Monchy-Lagache, Rosières en Santerre et Le Crotoy
- Adoption du nouveau projet de service de la BDS

L'appui aux territoires

En 2025, la politique territoriale du Département comprend principalement :

- Un fonds d'appui aux communes de 9 M€ sur 6 axes prioritaires (dynamisation des centres-bourgs, équipements culturels, mise aux normes accessibilité/handicap des bâtiments/espaces publics et espaces naturels, aménagement des espaces publics, patrimoine protégé et non-protégé, travaux sur les bâtiments communaux) et un axe complémentaire permettant d'accompagner tout projet d'investissement
- Un fonds d'aide aux communes pour l'aménagement des traverses d'agglomérations sur routes départementales

CHIFFRES CLÉS 2025

- 442 dossiers au titre du fonds d'appui aux communes
- 13 au titre du fonds d'appui aux intercommunalités
- 103 dossiers de soutien aux équipements sportifs
- 4 dossiers de soutien aux ouvrages d'art
- 5 dossiers d'aide face aux catastrophes naturelles
- 93 dossiers d'aide à la modernisation de l'éclairage public
- 27 dossiers d'aide à l'installation de la vidéoprotection
- 156 dossiers au titre des dotations cantonales
- 69 dossiers répartis au titre du produit des amendes de police



LES ACTIVITÉS

- **Attractivité des bourgs structurants :**
 - 31 dossiers d'aides aux investissements portant sur l'attractivité des communes « Petites Villes de Demain » et des autres bourgs structurants samariens
 - Poursuite de l'intermédiation des crédits d'ingénierie de la Banque des territoires bénéficiant à 10 communes sélectionnées dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » (6 dossiers en 2025)
- **Syndicat Mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard (SMBSGLP) :**
 - Subvention de fonctionnement de 1,36 M€ pour l'année 2025 dont un montant de 640 k€ consacrés à la gestion des milieux naturels et d'une partie du plan vélo, financée via la taxe d'aménagement, et 500 k€ pour la mise en œuvre du programme d'investissement du Syndicat
- **CAUE de la Somme (Conseil d'Architecture, Urbanisme et Environnement) :**
 - Dotation financière de 320 k€ pour l'année 2025, financée via la taxe d'aménagement, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2027
- **Syndicat mixte Somme Numérique :**
 - La politique d'aménagement numérique du territoire de la Somme est mise en œuvre par le Syndicat mixte Somme Numérique, dont le Département est un membre et un financeur important. Somme Numérique a reçu délégation de compétences de ses membres en matière d'aménagement numérique du territoire. Il construit un réseau ouvert d'initiative publique en fibre optique, qui est loué aux opérateurs de télécommunication et qui peut être utilisé par les collectivités membres.
A fin 2025, le déploiement de la fibre optique a permis la mise en place de près de 210 000 prises sur le territoire de la Somme.

FAITS MARQUANTS

- Participation au Congrès des maires de la Somme le 20 mars 2025
- Mise à jour du guide de l'ingénierie du Conseil départemental de la Somme
- Initiation des réflexions portant sur la future politique d'appui aux collectivités
- Le 1er avril 2025, le label Grand Site de France Baie de Somme a été renouvelé pour une durée de 8 ans



Le tourisme

Le Département de la Somme développe et accompagne les filières touristiques par différentes actions décrites dans le Schéma départemental de développement touristique 2023-2027 :

- Amélioration de l'expérience des visiteurs à travers des aménagements sur les sites, les équipements et les itinéraires touristiques
- Promotion de la transition écologique de la destination touristique et développement de nouvelles offres touristiques inclusives et à haute valeur ajoutée environnementale
- Mise en place d'une stratégie de promotion axée sur les marques, les démarches prioritaires, les cibles et les attentes des clientèles
- Sensibilisation sur la responsabilité sociale et environnementale des acteurs du tourisme
- Poursuite d'un accompagnement de qualité des acteurs locaux, en collaboration avec les partenaires et renforcement de la professionnalisation des acteurs touristiques.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **1,2 M€** accordés à Somme Tourisme pour la promotion et le développement de la destination Somme et le financement de ses activités
- **10** manifestations touristiques structurantes soutenues pour un montant de 133k€

LES ACTIVITÉS

- Soutien financier aux équipements et événements touristiques structurants tels que le chemin de fer de la Haute Somme, le Festival de l'oiseau, le Souffle de la Terre, le Vidéo Mapping festival et le Festival international de jardins des Hortillonnages
- Suivi de la démarche Vallée de Somme-Vallée Idéale avec des projets axés sur les escales d'Etinehem-Méricourt, Long, Corbie
- Promotion des sites à fort potentiel dans le cadre de la mission de prospection d'investisseurs touristiques
- Initiation du réseau local de cafés ruraux « les t'chots bistrots de la Somme » : travaux graphiques, formalisation des apports du Département à ces acteurs et préparation des éléments d'engagements pour les futurs membres adhérents au réseau départemental
- Accompagnement de la commune de Trois Rivières dans la recherche d'un candidat pour la reprise du bar-restaurant et de la commune et de Breilly dans la faisabilité d'un projet de création de café-restaurant hébergement dans une ancienne maison picarde
- Suivi des contrats de destination avec la Région du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Coeur des Hauts-de-France, du Parc Naturel Régional (PNR) Baie de Somme-Picardie Maritime, et du Pôle Métropolitain du Grand amiénois et accompagnement en ingénierie des porteurs de projets publics et privés
- Animation et évaluation constante du Schéma départemental de développement touristique en lien avec les pilotes d'opérations : comité de pilotage le 7 octobre 2025 et rendu du bilan d'étape aux acteurs du tourisme lors du rendez-vous « Go Somme » organisé par Somme Tourisme le 18 novembre 2025

FAITS MARQUANTS

- Réalisation d'une étude portant sur le diagnostic et les préconisations en vue d'une stratégie d'accueil des campings-cars dans la Somme
- Préparation du premier agenda nature de la Somme avec 377 rendez-vous programmés en 2026 sur 37 espaces naturels sensibles (ENS) de la Somme.



L'environnement

Le Département de la Somme intervient en faveur de la gestion et de la valorisation des espaces naturels sensibles (ENS) au titre de ses compétences obligatoires, avec la taxe d'aménagement, au travers de la création de zones de préemption (ZPENS), par l'acquisition de sites prioritaires au titre du Schéma départemental des espaces naturels de la Somme, et par la réalisation, en maîtrise d'ouvrage ou en accompagnement de ses partenaires, de travaux de restauration écologique et d'aménagement pour l'ouverture au public.

Le plan d'action du nouveau Schéma des espaces naturels de la Somme pour la période 2025-2034, approuvé par l'Assemblée départementale le 23 juin 2025, comprend 24 fiches actions opérationnelles selon trois axes (préserver la biodiversité et les espaces naturels, valoriser les services rendus par la biodiversité et impliquer tous les acteurs et la population). Concernant la compétence assistance technique départementale (ATD) dans le domaine de l'eau, le Département met à la disposition des communes ou des intercommunalités une assistance technique dans les domaines de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif, déléguée depuis 2014 au syndicat mixte AMEVA.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 18 hectares d'ENS acquis en 2025, qui porte à 303 hectares la surface des propriétés ENS du Département
- 27 hectares, répartis sur les 7 sites ENS départementaux, sont gérés par pâturage
- 11 500 ha de zones de préemption espaces naturels sensibles (ZPENS)
- 9 100 ha de sites ENS préservés, comprenant la totalité des sites gérés par les partenaires



LES ACTIVITÉS

- **Foncier espaces naturels sensibles :**
 - Proposition de création ou d'extension de zones de préemption auprès des collectivités du littoral
 - Acquisitions de 12,5 ha d'étangs sur les communes de Brie et Villers-Carbonnel
 - Acquisition par le Conservatoire du Littoral de 13,4 ha sur le littoral et la moyenne vallée de la Somme
- **Entretien, restauration écologique des sites et valorisation :**
 - Restauration par déboisement et essouchage d'un îlot boisé au marais des Cavins
 - Relance du marché d'entretien des ENS avec des entreprises de l'insertion en trois lots : un lot de gestion écologique et deux lots d'entretien courant
 - ENS Etinehem-Méricourt : poursuite des travaux de dépollution en lien avec le projet de création de la réserve naturelle
- **Projets pilotes du site Ramsar « Marais et tourbières des vallées de la Somme et de l'Avre » animé par le Département :**
 - Les études sur la bioacoustique, pour améliorer la connaissance sur les oiseaux d'eau, ont été étendues en 2025 à l'ENS des Etangs de Cléry sur Somme
 - Travaux d'aménagement de la plateforme de suivi scientifique dans le Marais de Samara afin de mesurer les échanges gazeux entre la tourbière et l'atmosphère
- **Bassins versants et ressource en eau :**
 - Création du dispositif d'accompagnement des maîtres d'ouvrage pour les programmes de restauration et d'entretien des milieux aquatiques (études et travaux) dans l'attente du Plan Somme 3
 - 45 aides aux particuliers pour l'installation de récupérateurs d'eau de pluie afin d'accompagner la réalisation d'économies d'eau
 - Signature en décembre 2025, pour une nouvelle période de trois ans, de la convention de délégation des missions d'assistance technique dans le domaine de l'eau potable (SATEP), de l'assainissement collectif des eaux usées (SATESE) ou non collectif (SATANC) avec l'ETPB Somme-AMEVA

FAITS MARQUANTS

- Lancement officiel du Schéma des espaces naturels de la Somme 2025-2034 lors du comité de pilotage du 9 décembre 2025
- Création d'un nouvel ENS propriété départementale, à Brie et Villers-Carbonnel au sud de Péronne
- Mise en place d'une aide à la destruction des nids de frelons asiatiques pour les particuliers de la Somme (50% de la facture avec un plafond d'aide de 80 €)

Le Canal Seine-Nord Europe

Le Canal Seine-Nord Europe va relier Compiègne, dans l'Oise, à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord, d'ici 2032. Ce canal à grand gabarit de 107 kilomètres de long et de 54 mètres de large est un maillon essentiel de la liaison fluviale Seine-Escaut, qui connectera le réseau français aux 20 000 km de voies européennes. Ce grand chantier, qui vise au développement du transport fluvial, est un investissement de plus de 7 milliards d'euros financé par l'Union européenne, la France et les collectivités territoriales qui pilotent la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), établissement public qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

TRAVAUX 2025

Lors de l'année 2025, sur l'ensemble du linéaire, les chantiers de terrassement et d'ouvrages d'art se sont intensifiés dans l'Oise. Dans la Somme, et plus spécifiquement sur le territoire du Santerre Haute-Somme, de Ercheu à Étricourt-Manancourt, différentes opérations de travaux préalables à la construction du canal ont débuté :

- Des travaux préparatoires avec la réalisation de diagnostics et de fouilles archéologiques, l'aménagement des quais travaux de Languuevoisin-Quiquery, Rouy-le-Petit et Péronne, la voie de contournement du site de l'écluse d'Allaines et la libération des emprises de chantiers
- Des dévoiements de réseaux situés sous l'emprise du futur canal avec les réseaux de gaz et le déplacement de bassins de rétention d'eau et d'infiltration à Nesle, et des conventions signées avec les gestionnaires de réseaux (eau, assainissement, électricité, téléphonie) pour des travaux qui s'échelonnent jusqu'en 2027
- Des aménagements environnementaux avec le traitement de plusieurs milieux écologiques sur une surface de 20 hectares dans la Vallée de l'Ingon à Herly, Curchy, Nesle et Languuevoisin-Quiquery, la restauration d'habitats naturels artificialisés sur 16,9 hectares dans les Vallées de l'Omignon et de la Somme à Villers-Carbonnel, Saint-Christ-Briost et Ennemain, la création de milieux naturels et la restauration de zones humides sur 85 hectares dans la Vallée de la Somme répartis entre Cléry-sur-Somme, Biaches et Péronne ainsi que la création de mares à Étricourt-Manancourt et Moislains
- La Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE) a poursuivi la procédure de dialogue compétitif du Pont Canal de la Somme. L'objectif est de signer le contrat de conception/ réalisation pour le 1er semestre 2026

Au sein du Département, la mission Canal a poursuivi son travail de coordination entre la Société du Canal et les diverses directions du Conseil départemental sur ce chantier d'une ampleur inédite :

- Avancement de la procédure AFAFE (aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental)
- Insertion par l'activité économique dans le cadre de la démarche « Canal solidaire » pour maximiser les retombées économiques sur le territoire samarien et ses entreprises de bâtiments
- Rétablissement des voiries avec la préparation des chantiers notamment de leur déviation et continuité des circulations douces sur l'ensemble du linéaire du canal
- La mission Canal a également participé aux différentes instances et groupes de travail et les directions du Département ont été associées ou ont directement participé selon leurs champs d'actions respectifs.

FAITS MARQUANTS

- Une maison du canal a ouvert ses portes à Péronne le 4 octobre 2025. Elle présente une exposition permanente du canal sous toutes ses dimensions et organise des ateliers et des permanences pour répondre aux interrogations de la population
- Depuis le printemps 2025, plusieurs appels d'offres pour les marchés de travaux principaux ont été lancés dans la Somme. En parallèle, plusieurs marchés ont été attribués : aménagements environnementaux, voiries provisoires, etc. La SCSNE se concentre désormais sur les marchés dits TOARCE – pour Terrassements, Ouvrages d'Art, Rétablissements de Communications et Étanchéité.
- La commission permanente du Conseil départemental a adopté le 2 juin 2025 le contrat territorial de développement Santerre-Haute Somme qui précise les objectifs partagés sur le territoire samarien.



L'agriculture

Le Département accompagne les territoires ruraux dans leur développement en soutenant les activités de la filière agricole. Cette politique vise à mettre en œuvre des dispositifs et partenariats pour accompagner les enjeux d'adaptation et de modernisation de l'agriculture.

CHIFFRES CLÉS 2025

Plateforme Approlocal :

- 136 acheteurs et 130 producteurs locaux
- 2,9 M € de commandes sur Approlocal dont 1,8 M € d'achat par les collèges
- 472k € d'approvisionnement en produits locaux de l'agriculture biologique, dont 445k € d'achat par les collèges
- 291 exploitations soutenues en 9 ans (2016-2025) pour un montant de 1,1 M € d'aides accordées pour les projets de diversification
- 7 444 ha de surface Bio pour 222 producteurs



LES ACTIVITÉS

- **Soutien à l'agriculture :**
 - Suivi de la mise en œuvre du plan de développement de l'agriculture biologique en Hauts-de-France pour la période 2023-2027
 - 690 aides aux particuliers pour la destruction de nids de frelons asiatiques à pattes jaunes
 - Aide financière directe aux exploitants par le dispositif Pass'Agri Filières
- **Action sur les circuits courts :**
 - Suivi de la plateforme de commande Approlocal
 - Croissance continue de l'achat de produits locaux dont ceux issus de l'agriculture biologique par les restaurants scolaires
- **Aménagement foncier :**
 - Organisation des enquêtes publiques pour les opérations de Carnoy Mametz et de Fretteville, et de l'enquête périmètre pour l'opération d'Étalon
 - Avancement des travaux d'aménagement foncier du canal Seine-nord Europe
 - Deuxième dossier de demande pour l'aide au programme de travaux connexes
 - Constitution et réunion des 6 commissions communales d'aménagement foncier (CCAF) pour l'opération liée aux travaux de la RN25.

FAITS MARQUANTS

- Deuxième participation au salon international de l'agriculture en février 2025 ; pendant 9 jours, les producteurs de la Somme se sont relayés pour présenter et faire déguster les produits issus de l'agriculture samaritaine
- Deuxième participation à Food Amiens le 16 novembre 2025
- Plaine en Fête s'est déroulé à Saint Valery sur 2 jours, les 30 et 31 août 2025
- Lutte contre la précarité alimentaire par le Pacte des solidarités en développant l'approvisionnement en produits locaux des EHPAD et des associations caritatives.



Le Laboratoire départemental d'analyses

Les rôles et les missions du Laboratoire départemental sont la santé publique vétérinaire, la qualité et le développement durable des filières agro-alimentaires et la préservation de l'environnement.

L'activité actuelle se répartit sur deux unités techniques (la santé animale et l'analyse des aliments) et un service spécialisé dans des prestations associées au service des clients (formations, audits, conseils en sécurité sanitaire des aliments).

La compétence technique du laboratoire est attestée depuis 2000 par le diplôme d'accréditation délivré par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Le laboratoire emploie actuellement 25 agents.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 307 700 analyses
- 1,93 M € de chiffre d'affaires



LES ACTIVITÉS

- L'activité du laboratoire est mesurée par le nombre total d'analyses réalisées annuellement dans les différents secteurs techniques. En 2025, c'est un nouveau record pour le laboratoire qui a effectué 307 700 analyses dans le cadre de demandes officielles, d'autocontrôles ou de demandes de diagnostics. C'est un niveau très élevé d'activité pour le LDA 80
- 9 audits ont été réalisés en 2025 dans les cantines des collèges du département, et une biberonnerie, avec l'outil Qriska.
- 7 formations au plan de maîtrise sanitaire et aux bonnes pratiques d'hygiène ont été réalisées, permettant de former environ 60 stagiaires

FAITS MARQUANTS

- Une activité très élevée en 2025 et une augmentation surtout liée aux rattrapages de certaines maladies bovines (IBR, Besnoitiose, ...), mais aussi à la crise FCO 3 qui s'est prolongée en 2025
- Depuis février 2025 et pour la première fois, le laboratoire est certifié Qualiopi pour la formation, ce qui est un gage de qualité pour les clients
- Révision de la politique tarifaire du laboratoire.







Les activités supports

Le pilotage et gestion des ressources
Les moyens et les services généraux

“

**154,4 millions d'euros
en 2025**

(Budget primitif)

(Charges de personnels et frais de fonctionnement)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE RESSOURCES ET MOYENS

Direction des ressources humaines et du dialogue social
Direction des affaires juridiques
Direction des moyens généraux et de la logistique
Direction des finances et de la commande publique
Direction des systèmes d'information et du numérique
Mission Europe et partenariats extérieurs
Garage départemental

AUTRES ACTIVITÉS

La transition écologique et le développement durable
L'inspection générale
Le système d'information géographique
La gestion patrimoniale et foncière
La communication

**235 agents départementaux permanents + 22 agents mis à disposition
auprès du garage départemental (géré par le SDIS 80)**

”

• En mai 2025 a été créée la direction générale adjointe « ressources et moyens » au sein du Département, elle résulte de la fusion de la DGA « ressources humaines, juridiques et logistiques » et de la DGA « finances, commande publique et numérique ».

Les finances et la commande publique

La direction des finances et de la commande publique est chargée d'une part de concevoir et de mettre en œuvre la politique budgétaire et financière du Département et, d'autre part, d'organiser la commande publique dans le respect des dispositions réglementaires et d'optimiser les achats du Conseil départemental.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **51 030** mandats et **45 053** titres transmis à la paierie départementale
- **3 770** demandes de service sur l'espace finances
- **235** rapports et délibérations présentés et visés
- **63** procédures d'appel d'offres et **69** procédures adaptées lancées
- **222** marchés et avenants notifiés
- **15** marchés ont été notifiés avec une annexe RGPD
- **6 532** engagements inférieurs à **40 000 € HT** validés



LES ACTIVITÉS

- Mise en place d'outils pour sécuriser la base de tiers de l'outil de gestion financière Grand Angle
- Mise en place de webinaires réguliers à destination des agents afin de les accompagner dans l'utilisation des outils
- Développement de l'utilisation d'un outil d'aide à la rédaction des marchés (SIS Rédac)
- Mise en place et actualisation d'outils à destination des directions opérationnelles identifiant les points de vigilance liés au contrôle de l'analyse des offres et à l'auto contrôle du dossier de consultation des entreprises (DCE) avant le lancement de la consultation
- Réflexion sur le déploiement d'une nouvelle plateforme de dématérialisation des marchés interfacée avec le logiciel de rédaction des marchés
- Poursuite du dépôt des archives numériques produites par le service des marchés dans le système d'archivage électronique de la plateforme SESAM en collaboration avec la direction des archives
- Reprise en régie de l'Historial de la Grande Guerre impliquant de reprendre les contrats ou d'intégrer les besoins de la structure dans les marchés du Département. Construction d'un budget annexe relatif à cette nouvelle activité et rédaction des actes permettant la reprise de l'activité (TVA...). Création de deux régies
- Poursuite de la procédure (phase offre) de la concession de travaux liée à l'extraction des sédiments du bassin du Crotoy visant à désensabler le bassin et valoriser des sédiments
- Gestion des appels à manifestation d'intérêt liés à des événements ponctuels (Festival de Saint-Riquier, Jazz sur l'Herbe, Week-end Street'Art, ...) ou liés à un site (Chemin de fer de la baie de Somme)
- Mise en place d'un outil de suivi à destination des directions opérationnelles permettant de vérifier la liste des accords-cadres en cours d'exécution et les niveaux de consommation des maximums.

FAITS MARQUANTS

- Mise en place d'un nouvel outil permettant l'accès aux logiciels du SI Finances, le traitement des demandes d'assistance et l'accès à la documentation relative aux finances et marchés publics
- Financement de 45 M€ obtenu auprès de la banque Européenne d'investissement (BEI) pour les projets d'investissements du Département
- Révision en avril 2025 du taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), conformément à la loi de finances pour 2025.



Les moyens généraux et la logistique

La direction des moyens généraux et de la logistique apporte aux directions du Département un ensemble de services supports dans les domaines de l'appui logistique, de l'approvisionnement, de l'évènementiel, de la gestion des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle (EPI). Elle a en charge, la gestion des accueils physiques sur les 3 sites amiénois, le centre d'appel de la collectivité ainsi que le traitement du courrier. L'année 2025 s'est inscrite dans une dynamique de structuration des pratiques, de modernisation des outils et d'adaptation de l'organisation aux besoins des services.

CHIFFRES CLÉS 2025

Appuis et approvisionnement :

- 87 déménagements réalisés
- 152 interventions sur les manifestations
- 26 tonnes d'archives transportées pour la destruction

Courrier

- 144 460 courriers traités sortants (hors territoires)
- 110 056 courriers traités sortants des territoires
- 58 820 courriers entrants

Administratif et budgétaire

- 1 152 engagements
- 1 819 liquidations

Accueil

- 14 869 visiteurs en accueil physique
- 56 410 appels traités

LES ACTIVITÉS

- Mise en place de groupes de travail réunissant l'ensemble des directions et le pôle santé, sécurité, social qualité de vie et conditions de travail (P3SQVCT) afin d'harmoniser la politique de dotation et de renouvellement des vêtements de travail et EPI, aboutissant à une mise à jour du règlement, une adaptation des dotations et une nouvelle procédure de commande
- L'activité du service courrier a connu une augmentation globale des volumes sortants, principalement liée à la mise en œuvre d'une convention de groupement avec la MDPH et le CDEF à compter du 15 juillet 2025. À périmètre constant pour le Département, une baisse des volumes a pu être observée, traduisant une rationalisation et une évolution progressive des pratiques
- Engagement d'une démarche avec une entreprise spécialisée dans l'inclusion de travailleurs handicapés visant à mutualiser les coûts et externaliser l'affranchissement du courrier tout en favorisant l'inclusion
- Les accueils physiques et le volume d'appels téléphoniques ont été en nette diminution en 2025 (-11 % pour le premier item et -40% pour le second par rapport 2024), en lien avec le développement de la dématérialisation des démarches administratives
- L'activité du service évènementiel et logistique est marquée en 2025 par une légère hausse du nombre de déménagements. La baisse du nombre d'interventions sur les manifestations s'est accompagnée d'une montée en qualité des prestations, avec une attention renforcée portée à la valorisation des espaces et à la présentation des évènements.

FAITS MARQUANTS

- Déménagement du service administratif sur le site de Dury afin d'améliorer la coordination avec les unités logistiques
- Élaboration et validation du règlement d'habillement et des dotations par métier
- Depuis le 15 juillet 2025, prise en charge du courrier sortant de la MDPH (31 843 plis) et du CDEF (223 plis) par convention
- Participation à de grands rendez-vous départementaux : Salon de l'Agriculture, Anzac Day, Village des Sports, Village Solidaire, vœux de la Présidente sur trois sites
- Mise à disposition et gestion de matériels pour les communes et associations (signalétique, barrières, barnums, etc.).

Les ressources humaines et le dialogue social

La direction des ressources humaines et du dialogue social (DRHDS) met en œuvre la politique de ressources humaines du Département en cohérence avec les orientations stratégiques des élus. Elle accompagne les parcours professionnels, prévient les risques professionnels, et répond aux besoins en effectifs et compétences. Elle développe des dispositifs de santé et sécurité au travail, ainsi qu'une politique sociale pour le personnel. Elle gère la masse salariale, la paie, la carrière des agents et participe au dialogue social.

La politique ressources humaines vise également à soutenir et accompagner les pratiques managériales et leur développement.

CHIFFRES CLÉS 2025

2 938 agents dont :

- 2 061 agents permanents
- 487 assistants familiaux
- 242 autres agents non permanents
- 148 agents en situation spécifique
- 48,3 ans de moyenne d'âge

2 061 emplois permanents dont :

- 634 % de femmes et 36,6 % d'hommes
- Catégorie A : 36 %
- Catégorie B : 15 %
- Catégorie C : 49 %

53 apprentis accueillis



FAITS MARQUANTS

- **Recrutement d'une nouvelle directrice des ressources humaines et du dialogue social en mai 2025**
- **Mise en œuvre d'une stratégie d'emplois par DGA 2025 – 2027 face aux contraintes budgétaires**
- **Développement d'une politique de prévention et de qualité de vie au travail afin d'être attentif aux conditions de travail des agents de la collectivité (programme pluriannuel de prévention des risques)**
- **Lancement du baromètre social en décembre 2025, avec 62,5 % de répondants.**

LES ACTIVITÉS

- **Reprise en gestion directe de l'Historial de la Grande Guerre sur ses deux sites de Péronne et de Thiepval au 1^{er} janvier 2025 :**
 - Accompagnement des agents dans leur intégration
 - Au 31 décembre 2025, 20 agents répartis sur les deux sites
- **Recrutement, accompagnement, formation :**
 - 142 recrutements sur postes permanents
 - 320 stagiaires accueillis
 - Audit de la fonction recrutement et structuration des processus internes en cours
 - 3 178 agents formés pour 5 855 jours de formation
 - 78 agents accompagnés par la conseillère en évolution professionnelle
 - 4 journées d'accueil des nouveaux arrivants (72 agents accueillis en 2025)
 - Définition et mise en œuvre d'une stratégie d'emplois pluriannuelle
- **Accompagnement managérial et développement des compétences :**
 - Élaboration du plan de développement des compétences managériales 2025 – 2027 annexé au plan de formation.
- **Gestion administrative et rémunérations :**
 - 150 avancements de grade, 54 promotions internes
 - 7 820 actes administratifs produits
 - Développement de la dématérialisation des actes.
- **Santé, Sécurité, Social et Qualité de Vie et Conditions de Travail (QVCT) :**
 - Maintien et extension de la ligne d'écoute psychologique (81 entretiens – 30 agents concernés)
 - 12 sessions de formation Sauveteur Secouriste du Travail (SST), 121 expertises diligentées
 - Accompagnement des collectifs de travail, interventions psychologues
 - 494 entretiens infirmiers et 300 visites médicales
- **Dialogue social :**
 - 7 réunions du comité social territorial (CST) en 2025
 - 7 réunions de concertation avec les organisations syndicales
 - 3 réunions de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail (F3SCT), 12 plans d'action issus de visites, d'analyses d'accidents, d'inspections, etc.
 - 7 évolutions organisationnelles (réorganisations internes de l'administration)

L'Europe et les partenariats extérieurs



La mission Europe et partenariats extérieurs a pour principales activités de :

- Rechercher des financements (Europe, État, Région) pour les projets portés par le Département et ses partenaires
- Développer les missions d'ingénierie et de montage de projet au service des directions de la collectivité
- Proposer une mise en relation pour les communes et EPCI, au titre des financements
- Piloter et gérer en qualité d'organisme intermédiaire une subvention globale du « Fonds social européen + » d'un montant de 12 M€ pour la période 2022-2027
- Assurer, en qualité de partenaire, le suivi du programme INTERREG France-Wallonie-Vlaanderen
- Développer les projets de coopération extérieure (européenne ou internationale)
- Assurer la communication sur les fonds européens (pages sur le site somme.fr, préparation du Joli Mois de l'Europe, publication dans les magazines Vivre En Somme et Nous Somme)

CHIFFRES CLÉS 2025

- 43 demandes de subventions FSE+ instruites pour 35 retenues
- 34 contrôles de service fait des bilans 2022/2023 et paiement des soldes pour un total de près de 1,8 million d'euros



LES ACTIVITÉS

- Programmation Fonds Social Européen (FSE+) 2021-2027 : signature des conventions FSE+ pour près de 4,8 M€ au titre des années 2024-2025
- Clôture de la gestion de la programmation FSE 2014-2020 (période de réalisation prolongée jusqu'en 2022)
- Mobilisation des crédits du Fonds Vert au titre des actions liées à la rénovation énergétique des bâtiments publics (2,4 M€)
- Préparation des dossiers de sollicitation des crédits FEDER : bâtiments, cybersécurité, patrimoine culturel et touristique
- Obtention d'un financement Fonds Européen de développement Régional (FEDER) au titre des actions liées à la cybersécurité, mutualisé avec le SDIS pour un montant de 1,75 M€ (taux de cofinancement FEDER 60 %)
- Recherche des financements pour les projets « Vallée de Somme - Vallée Idéale »
- Création d'un réseau interne de référents Europe et financements extérieurs (REFE) au sein de la collectivité
- Lancement d'un appel à projets relatif à la mobilité pour les associations et fédérations sportives, dans le domaine du sport et du handicap
- Préparation et réalisation d'un séminaire de bonnes pratiques autour de l'accompagnement et de l'inclusion des personnes en situation de handicap au Danemark (Copenhague)

FAITS MARQUANTS

- Mise en valeur des projets européens dans le cadre du Joli Mois de l'Europe (Mai 2025)
- Participation, avec l'élue en charge des finances et de l'Europe, à la 10ème Université européenne de l'AFCCRE (section française du conseil des communes et régions d'Europe) à Caen
- Signature de la convention mutualisée avec le SDIS au titre des actions liées à la cybersécurité
- Organisation d'un séminaire de bonnes pratiques sur le thème du handicap, à Copenhague



Les systèmes d'information et le numérique

La direction des systèmes d'information et du numérique apporte, aux autres directions, un ensemble de services numériques nécessaires à leurs activités. Les services fournis concernent les domaines suivants : systèmes d'information (logiciels métiers, logiciels standards, matériels), téléphonie, réseaux, imprimerie et conseil ainsi que l'administration fonctionnelle des systèmes d'information des Solidarités.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 1 982 dossiers traités par la reprographie dont 658 demandes d'impressions via le dispositif Imprim'express
- 9 447 appels au titre de l'assistance utilisateurs (111)
- 48 projets vivants au portefeuille projets « Département 3.0 »



LES ACTIVITÉS

- Poursuite des expérimentations Intelligence Artificielle : formalisation de la stratégie du Département, extension de l'expérimentation Copilot auprès de 130 agents, formation de 240 personnes à Delibia, retranscriptions des comités sociaux territoriaux (CST) et des sessions du Conseil départemental par l'IA, mise en place d'un guide des bonnes pratiques basé sur l'IA de confiance, mise en place d'une bibliothèque de prompts prêts à l'emploi, centralisation des ressources IA dans une unique rubrique intranet
- Audit de sécurité sur le dernier trimestre 2025
- Mise en place d'un nouvel intranet collaboratif
- Poursuite de la mise en œuvre de la gestion électronique des documents (GED) sur le domaine de l'enfance à la direction générale adjointe en charge des solidarités et de l'insertion
- Poursuite de la gouvernance transversale sur la réglementation générale sur la protection des données (RGPD), du recueil des traitements et des opérations de sensibilisation et de responsabilisation des services
- Déploiement du module de gestion des parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA sur l'ensemble des territoires
- Poursuite du projet SI-APA (plateforme centralisée de la gestion des dispositifs d'aide aux personnes âgées à domicile)
- Intégration de l'infrastructure de l'Historial de la Grande Guerre dans le Système d'Information du Département

Bonjour, je suis l'assistant conversationnel du Département de la Somme

Je suis à votre disposition pour vous aider dans vos démarches citoyennes et toute autre information que vous recherchez. 🗨️

Comment puis-je vous assister ?



FAITS MARQUANTS

- Déploiement d'une seconde structure d'hébergement des données au sein du datacenter Somme Numérique afin d'améliorer la résilience du système d'information face aux risques de cyberattaque
- 221 menaces traitées suite à alerte sur le logiciel d'analyse comportementale installé sur les PC et les serveurs
- 2 555 alertes traitées sur la plateforme de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM)
- Signature d'une convention d'entraide entre les 5 Départements et la Région des Hauts de France en cas de cyberattaque
- Expérimentations IA (130 utilisateurs).

La transition écologique et le développement durable

Le Conseil départemental de la Somme a structuré sa politique de transition écologique autour d'une Mission dédiée, créée en 2022, et à travers notamment l'approbation d'une feuille de route à l'horizon 2030.

Approuvée par l'assemblée délibérante le 31 mars 2025, elle se décline en 5 ambitions, sous la forme d'un plan d'actions :

1. Vivre en harmonie avec la nature : « Vallée de Somme, Vallée idéale »
2. Préserver notre patrimoine naturel commun
3. Lutter contre le dérèglement climatique et s'adapter aux conséquences
4. Rendre la transition écologique accessible et profitable à tous
5. Tendre vers une administration plus vertueuse pour porter l'exemplarité

Cette feuille de route, c'est plus d'une centaine d'actions menées ou en cours et une trentaine de projets en réflexion.

Aux côtés de la Mission « Transition écologique et développement durable », un réseau de référents transition écologique a été créé, permettant ainsi de faire diffuser la transition écologique au sein de l'ensemble des services départementaux. Les 30 agents constituant ce réseau ont bénéficié de formations sur le sujet en 2025.

LES ACTIVITÉS ET LES FAITS MARQUANTS

Parmi les nombreuses actions menées par le Département :

- Poursuite des efforts de réduction des consommations énergétiques dans les collèges
- Poursuite du développement des mobilités douces (320 km d'itinéraires cyclables, schéma des aires de covoiturage), verdissement de la flotte de véhicules (33 % de véhicules à faibles émissions), accompagnement à la mobilité solidaire (en 2025 : 775 accompagnements via les plateformes mobilité, 887 transports d'utilité sociale)
- Télétravail : 1 008 agents « télétravailleurs » en 2025, évitant 430,5 tonnes de CO₂ par an
- Renouvellement de la stratégie littorale portée par le Syndicat Mixte Baie de Somme - Grand Littoral Picard : Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI 2) pour la période 2025-2030, incluant la gestion du trait de côte et l'érosion des falaises
- Renouvellement du schéma directeur des ENS pour la période 2025-2034
- Poursuite de la lutte contre les espèces invasives (myriophylle, jussie), poursuite du développement de l'écopâturage (10 zones sur près de 10 ha gérés) sur les sites du Département
- Poursuite de l'accompagnement au déploiement des circuits courts (2,8 M€ d'achats locaux via Approlocal pour les restaurations scolaires et collectives)
- Lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges : pesée des biodéchets et moins de 55 g par repas en 2025 (moyenne nationale : 110 g), 22 tonnes de biodéchets compostées
- Réduction des consommations de papier dans les services du Département : 16,5 tonnes de papier consommées en 2025 (-43 % depuis 2018)
- Économie circulaire : réemploi du mobilier, valorisation des équipements (548 équipements informatiques démantelés en 2025, 209 mobiliers réformés, donnés à des structures d'insertion)
- Budget participatif « transition écologique » : 21 projets retenus en 2025 pour un budget de 800 k€.



L'inspection générale

La compétence de l'Inspection générale s'étend sur toute l'administration départementale, ainsi que sur les organismes liés au Département de la Somme par des rapports institutionnels et conventionnels : notamment établissements publics locaux à caractère social et médico-social, organismes divers, associations gestionnaires d'ESMS.

Elle assure également diverses missions à la demande des directions : audits internes ou externes, évaluations de politiques menées, enquêtes par questionnaires, analyses financières, appuis dans le suivi des structures extérieures, ainsi que le suivi du tableau de bord des activités destiné à la direction générale. Elle est également chargée de l'élaboration de rapports institutionnels : rapport d'activité, rapport « égalité femmes - hommes » (volet politiques départementales) et du contrôle interne du Fonds social européen (FSE).



CHIFFRES CLÉS 2025

- 2 enquête administrative (20 professionnels audités)
- 8 inspections supervisées d'établissements personnes âgées ou personnes handicapées
- 2 inspections supervisées en Belgique
- 3 inspections supervisées de maisons d'enfants à caractère social
- 4 dossiers FSE audités dans le cadre du contrôle interne

FAITS MARQUANTS

- **Accompagnement de la Mission d'information et d'évaluation de l'aide sociale à l'enfance : 35 auditions, 4 visites de lieux d'accueil de mineurs dans le département. A l'issue de ses travaux, la mission a rédigé un rapport soumis à l'approbation du groupe de travail trans-partisan et proposé pour approbation à l'Assemblée départementale lors de l'adoption du Debat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2026**

LES ACTIVITÉS

- Revue de gestion mensuelle / Evaluation de la mise en œuvre des politiques départementales : tableaux de bord commentés sur les activités des directions
- Suivi de l'association de Valloires
- Cartographie des risques financiers : examens des comptes d'une centaine de structures bénéficiant d'une subvention ou d'un financement du Département
- Contrôle interne de la mise en place des subventions FSE
- Supervision et suivi des missions d'inspections d'établissements médico-sociaux
- Préparation du marché de recrutement d'un cabinet conseil et pilotage des travaux du Plan de prévention des risques d'atteinte à la probité
- Réévaluation des coûts de l'externalisation de l'entretien des collèges (coûts et qualité des prestations de nettoyage)
- Veille sur les actions d'autres collectivités
- Évaluation de la participation au festival « des parents, des bébés » à la demande de la bibliothèque départementale
- Étude du coût de fonctionnement des bâtiments départementaux
- Évaluation des indemnités à la suite des travaux routiers
- Rapport sur l'égalité femmes-hommes, partie politiques publiques

Les affaires juridiques

La direction des affaires juridiques (DAJ) assure plusieurs missions essentielles :

Le service Affaires Générales et le service Action Sociale :

- Conseil et assistance juridique pour les différentes directions et services
- Sécurisation juridique des actes administratifs
- Traitement des contentieux en défense et en demande
- Visa des rapports présentés en Conseil départemental ou en Commission permanente
- Suivi des contrats d'assurance et des sinistres

Le service des Assemblées :

- Gérer la publicité et la transmission au contrôle de légalité des actes, les réservations de salles et l'assistance administrative des vice-présidents.
- Préparer les réunions et formaliser les délibérations du Conseil départemental et de la Commission permanente
- Rédiger les procès-verbaux des réunions publiques
- Fournir un soutien aux directions pour les questions liées au fonctionnement des assemblées
- Assurer le suivi des désignations dans les organismes extérieurs

Un juriste de la direction est chargé de l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des données publiques.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 434 demandes de conseil traitées
- 94 nouveaux dossiers contentieux instruits
- 240 rapports au Conseil départemental ou à la Commission permanente
- 800 actes transmis au contrôle de légalité
- 231 nouveaux dossiers de sinistres ouverts
- 4 formations/informations générales

LES ACTIVITÉS

Dans le cadre de leur démarche de sécurisation préventive de la collectivité :

- Le service des assemblées a poursuivi la sécurisation du processus décisionnel Prévention des conflits d'intérêts à l'égard des élus
- Le service juridique – action sociale a mis en place une formation relative aux arrêtés d'autorisation et de renouvellement d'autorisation à l'attention des directions concernées
- Le service juridique – affaires générales a proposé une formation sur le thème de la responsabilité des gestionnaires publics locaux et diffusé une information sur les notions d'incompatibilités et d'inéligibilité de certains agents en poste au Département
- En matière d'assurance, les deux agents ont apporté des informations sur la gestion des sous-franchises dans le cadre du stage préparatoire à l'accueil d'enfants.

FAITS MARQUANTS

- Arrivée de la nouvelle directrice des Affaires Juridiques en mai 2025
- Participation à des dossiers structurants et complexes : convention d'entraide en cas d'attaque cyber, CPOM, convention cadre AMSOM, AMI de solarisation, etc
- Assistance auprès d'agents qui souhaitent se présenter aux élections municipales dans leur questionnaire sur les notions d'incompatibilités et d'inéligibilité
- Appui soutenu en 2025 du service juridique – action sociale dans la gestion des comptes de tutelles des mineurs
- Après l'élection de la Présidente en décembre 2024 : renouvellement en 2025 d'un nombre important d'actes (délibérations adoptées le 3 février + notifications subséquentes)

Le garage départemental

Le Garage départemental est un service commun unifié d'entretien, de réparation et de suivi du parc roulant du Conseil départemental et du Service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS 80). Il a été créé en 2018 par une convention entre les deux organismes qui a été renouvelée pour 3 ans en 2023. Il est constitué de personnels mis à disposition par le Conseil départemental et d'agents du SDIS. Ce sont au total 40 personnels administratifs, techniques et sapeurs-pompiers qui y travaillent ainsi que 4 apprentis. Son budget de fonctionnement est 8 M€.

Plus de 1 300 véhicules des deux structures (dont 773 du Conseil départemental) y sont entretenus et réparés dans les ateliers d'Abbeville ou de Glisy. A ce matériel roulant il faut ajouter plus de 300 appareils spécifiques comme des faucheuses, des balayeuses... Les équipes du Garage départemental interviennent également la nuit et le week-end pour des dépannages urgents sur des engins et véhicules indispensables au fonctionnement des 2 collectivités.

CHIFFRES CLÉS 2025

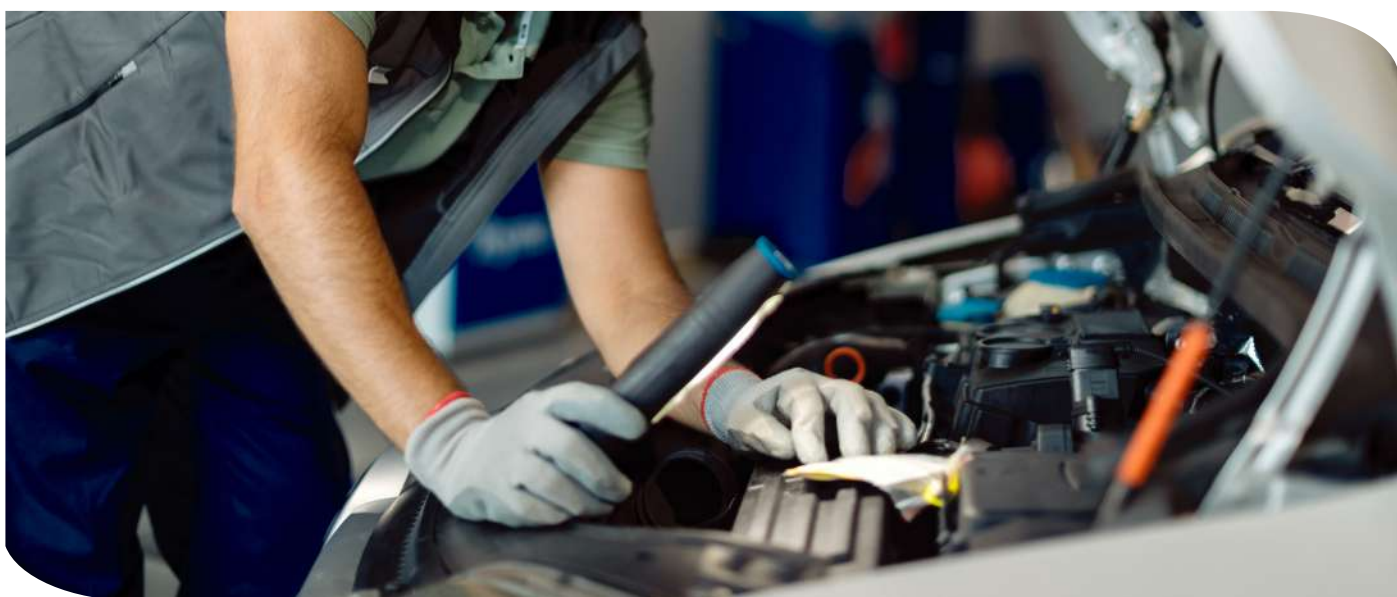
- 5 250 ordres de réparations
- 698 contrôles techniques réalisés
- 182 sinistres gérés (dossier d'assurance)
- 351 interventions de l'astreinte (nuit et week-end)

FAITS MARQUANTS

- Pérennisation de l'astreinte H24 pour le SDIS et le CD (1 cadre + 2 à 4 mécaniciens).

LES ACTIVITÉS

- Recherche permanente d'amélioration du service aux utilisateurs (information, délai de réparation)
- Mise en place d'indicateurs de suivi (coût par véhicule, par catégorie, par année)
- Formalisation de procédures sur le fonctionnement du garage
- Stabilisation de l'effectif du garage en lien avec le nouvel organigramme
- 2 agents en CDD depuis 3 ans ont été recrutés sur des postes permanents et recrutement d'un responsable technique et opérationnel



Le système d'information géographique (SIG)

La collectivité dispose d'un Système d'Information Géographique (SIG) géré par un service du même nom, destiné à appuyer l'aide à la décision grâce à l'analyse de données cartographiques couvrant l'ensemble du territoire départemental.

Le service SIG déploie, d'une part, l'outil cartographique Géo2Somme, tant à destination des agents (applications métiers) qu'à destination des partenaires : EPCI, communes, collèges, forces de l'ordre, SDIS 80, Préfecture de la Somme, Inspection académique, Syndicat Mixte Somme Numérique, etc.

Il contribue, d'autre part, à la gestion du patrimoine routier de la collectivité en collaboration avec la direction des routes et des mobilités (DRM) via l'administration des applications ArcOpole GPV.

CHIFFRES CLÉS 2025

- **8 800** connexions à Géo2Somme dont **2 000** au profil cadastre interne
- **2 500** connexions pour la direction des routes et des mobilités (DRM) à Géo2Somme
- **11** applications métiers sur Géo2Somme en interne
- **3** applications Géo2Somme externes mutualisées pour les collectivités et partenaires

FAITS MARQUANTS

- Le profil commun de Géo2Somme a fait peau neuve et s'est enrichi de nombreuses données
- Déploiement élargi à de nombreuses directions, de la nouvelle application Géo2Somme
- Les mairies et intercommunalités disposent également de la nouvelle mouture de Géo2Somme depuis la fin d'année
- Un nouvel Inforoute, à destination des usagers de la route en hiver mais également le reste de l'année, a aussi été refait à neuf, avec une sortie cet hiver peu avant une période de neige puis de gel qui lui ont valu 1 000 connexions par jour.

LES ACTIVITÉS

- Le déploiement de Géo2Somme s'est poursuivi en 2025 par la création de nouveaux profils cartographiques métiers à destination des directions. L'un d'entre eux a été créé afin d'être mutualisé pour plusieurs directions sur le thème de l'itinérance
- Les utilisateurs ont pu se rendre compte qu'une nouvelle version avait vu le jour tant pour le profil commun que pour les partenaires qui consultent notamment le cadastre nominatif (c'est-à-dire les parcelles et les noms de propriétaires associés)
- Parallèlement, les formations des agents de la DRM se sont également poursuivies sur l'outil Arcopole GPV dédié à la gestion du patrimoine routier afin qu'ils s'approprient davantage l'outil dans leurs missions quotidiennes
- L'inforoute a également été entièrement refondu en fin d'année. Il est disponible sur internet, les smartphones et tablettes ; ce qui en fait un outil cartographique « responsive » c'est-à-dire une application conçue pour fonctionner de manière optimale sur une variété de dispositifs et de tailles d'écran
- Le service SIG crée davantage d'applications cartographiques interactives. Il continue cependant à produire tout un panel de supports et de réalisations : cartes, posters, totems, tableaux, exports et intégrations de données, plans scannés, mises à jour de données, ouverture de droits d'accès aux différents profils Géo2Somme ou d'Arcopole GPV, export de données cadastrales aux communes et intercommunalités, etc.



La gestion patrimoniale et foncière

Les principales missions sont :

- La gestion patrimoniale de l'immobilier bâti et non bâti du Département (hors espaces naturels sensibles)
- La gestion locative de l'immobilier du Département (en location et en gestion d'occupation des propriétés départementales)
- Les acquisitions foncières dans le cadre des projets routiers et fluviaux

CHIFFRES CLÉS 2025

- 8 actes administratifs authentiques
- 3 actes de cession
- 3 actes d'acquisition
- 2 prises de possession anticipée
- 17 arrêtés
- 24 baux
- 17 conventions d'occupation

FAITS MARQUANTS

- Plus de 200 sites différents utilisés et gérés par le Département (en propriété, en location ou dans le cadre d'une mise à disposition) : bâtiments administratifs ou culturels, collèges, MDSI, centres routiers, ...

LES ACTIVITÉS

- 92 parcelles classées dans le domaine public au cadastre, principalement liées au domaine public routier départemental
- Vente de l'ancien Laboratoire routier rue Alexandre Dumas à Amiens
- Acquisition de l'immeuble occupé par la MDSI de Poix-de-Picardie et de l'immeuble voisin afin d'agrandir l'espace pour accueillir du public
- Procédures de déclassement du domaine public fluvial des maisons éclusières de Corbie et de Sailly-Laurette
- Échange foncier sur les communes d'Abbeville et de Vauchelles-Les-Quesnoy avec la Société Lactinov à la suite de l'aménagement de la RD 925
- Réorganisation des bureaux de la Maison des Sports occupés par les comités sportifs matérialisée par la refonte des baux et conventions



La communication

« Faire résonner la Somme et rapprocher le Département de celles et ceux qu'il sert chaque jour. »

Les objectifs 2025 :

- Informer chaque Samarien sur les politiques publiques, aides et dispositifs départementaux
- Moderniser les supports pour renforcer l'accessibilité et la compréhension des messages (formats immersifs, vidéos, carrousels, FALC, audio, braille)
- Amplifier la communication de proximité, afin de montrer l'action du Département sur tout le territoire
- Déployer des temps forts événementiels, fédérateurs pour les habitants comme pour les agents
- Renforcer la marque employeur, notamment via la communication RH et les évolutions de l'intranet
- Mettre en avant les grands projets, les travaux d'aménagement, les politiques sociales et les grands événements culturels

CHIFFRES CLÉS 2025

- 260 demandes internes des directions traitées
- 178 événements organisés
- Magazine Vivre en Somme : 5 numéros / an diffusés à 300 000 exemplaires

Réseaux sociaux :

- Facebook : 36 789 abonnés
- Instagram : 7 880 abonnés
- LinkedIn : 10 300 abonnés

Photo / vidéo :

- 1 094 photos intégrées
- 20 missions drone

Site Somme.fr :

- 207 468 utilisateurs
- 716 248 pages vues

Presse et documentation :

- 144 communiqués/dossiers, 70 événements presse, 232 sollicitations médias
- 7 808 articles indexés dans la base de données

Communication interne :

- Magazine Nous Somme : 4 numéros dont 1 n° spécial
- 1 275 agents se connectent régulièrement au nouvel intranet
- 165 actualités publiées en 2025

LES ACTIVITÉS

En 2025, la direction de la communication a intensifié son action pour informer au mieux les usagers, les partenaires et la presse des actions, aides et dispositifs mis en place avec des supports modernisés et une dynamique éditoriale toujours plus ambitieuse.

L'année a été marquée par une présence renforcée sur le terrain (178 événements en territoire) avec plusieurs événements marquants : l'accueil du Tour du France et l'élection de Miss France, les 20 ans de la MDPH, le Festival de Saint-Riquier, les 80 ans de la PMI, le salon de l'agriculture, le Printemps du Département ...

La reprise en gestion de l'Historial par le Département a permis de revoir la signalétique et de doter les équipes d'outils de communication. La direction de la communication a également contribué à la valorisation du site auprès de différents publics (expositions temporaires, achat d'espaces, renouvellement des outils ...).

Chaque action, chaque dispositif et chaque événement a bénéficié d'un traitement sur mesure : la direction en assure la valorisation éditoriale et met en œuvre les achats d'espace nécessaires pour toucher les publics visés et porter les messages avec justesse. Ainsi 10 campagnes de communication ont fait l'objet d'un plan médias : recrutement des accueillants familiaux, mutuelle solidaire, lancement du schéma départemental de la jeunesse, Printemps du Département, Festival de Saint-Riquier, budget participatif, expositions (Lego / Déflagration) ...

Sur les réseaux sociaux, les communautés ont poursuivi leur forte croissance, portées par une production quotidienne de contenus adaptés à chaque réseau.

Le magazine Vivre en Somme, diffusé à 300 000 exemplaires tous les deux mois, a poursuivi sa modernisation avec des versions audio, braille et facile à lire et à comprendre (FALC) pour garantir l'accessibilité à tous. 5 numéros sont parus en 2025.

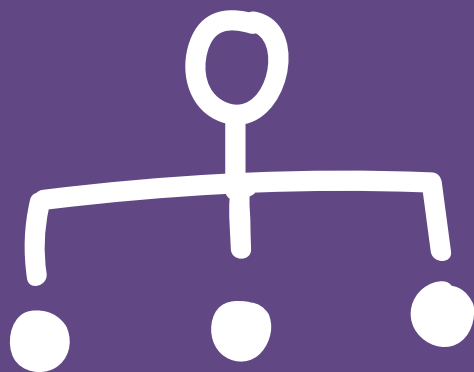
La communication interne a porté la refonte du nouvel intranet, offrant un outil performant avec de nouvelles fonctionnalités accessibles. Elle a également organisé des temps forts, (cérémonie, village...). Enfin plusieurs campagnes ont été menées : égalité femme/homme, baromètre social, ligne d'écoute, cybervigilance.

FAITS MARQUANTS

- La direction de la communication œuvre à la simplification du parcours des usagers en renforçant la fluidité et l'accessibilité de l'information, en poursuivant la dématérialisation des procédures (invitations, questionnaires en ligne) et en intégrant progressivement l'intelligence artificielle afin d'optimiser ses pratiques et ses outils.







L'ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

ORGANIGRAMME DES SERVICES

1^{er} AVRIL 2026

Présidente du Con
Christel

Directeur géné
Boris CO

Mission inspection générale
Françoise NGUYEN

Mission transition écologique
et développement durable
Cédric BERQUEZ

DGA des solidarités et de l'insertion
Cathie DHEILLY

Adjoint à la DGA
Éric PARMENTIER

- Accueil et action sociale de proximité
- Communication
- Formation et professionnalisation du travail social
- Analyse et accompagnement des pratiques en prévention

Direction de l'enfance et de la famille
Emmanuelle DESCAMPS

- Pôle protection de l'enfance
- Pôle adoption et liens de filiations
- Pôle prévention
- Pôle protection maternelle et infantile
- Pôle budget

Direction de l'insertion, du logement et de l'emploi
Anne BLONDELLE

- Pôle insertion emploi
- Pôle RSA et prévention des exclusions
- Pôle logement, habitat

Direction de l'autonomie des personnes âgées
et des personnes handicapées
Isabelle DELAFONT

- Pôle allocations et prestations
- Pôle vie à domicile
- Pôle établissements
- Service budget autonomie

Territoire d'action sociale Amiens
Gauthier HERBOMEL

Territoire d'action sociale Les Cinq Vallées
Catherine MIKA

Territoire d'action sociale Hauts de Somme
Emmanuelle FOURMANOIR

Territoire d'action sociale Picardie Maritime
Léna LENNE

Territoire d'action sociale Somme Santerre
Nathalie LEBER

Maison départementale des personnes handicapées
Pauline VERMEIRSCH

DGA Développement de la personne et des territoires
Frédéric LÉONARDI

Adjointe au DGA
Cécile WACHTER

Direction de la jeunesse et des collèges
Fabrice DÉCLE

- Mission PPlc - Prospective
- Pôle ressources et moyens
- Pôle restauration
- Pôle actions éducatives
- Pôle collège numérique

Direction des sports
Jean-Christophe FAVEREAUX

Direction de la culture et des patrimoines
Victorien GEORGES

- Pôle des patrimoines
- Service du développement culturel territorial
- Service éducation artistique et culturelle
- Centre culturel départemental de Saint-Riquier
- Historial de la Grande Guerre

Direction de l'attractivité et du développement des territoires
Sabrina GENOIS

- Pôle attractivité du territoire
- Pôle développement rural et environnement
- Pôle appui administratif et budgétaire

Laboratoire départemental d'analyses
Yann DUBOIS

- Pôle administratif et commercial
- Pôle technique
- Pôle qualité - sécurité - environnement

Archives départementales de la Somme
Anne LEJEUNE

- Service organisation et moyens
- Service aide aux administrations
- Service aide aux officiers publics ou ministériels et finances publiques
- Service aide aux communes
- Service classement des archives 1790 - 1940
- Service numérisation - images et sons
- Service communication - bibliothèque
- Service action éducative et culturelle

Bibliothèque départementale de la Somme
Sabrina DUMONT-FELLOWS

- Pôle politique documentaire et circuit du document
- Pôle administration et logistique
- Pôle développement de la lecture publique dans les territoires
- Pôle développement des publics et des partenariats

Conseil départemental
de la Somme
M. Le HIVER

Cabinet de la Présidente
David CUCURULLO, Directeur de cabinet

Directeur général des services
M. CURBARON

Direction de la communication
Maud BEREZIG

DGA Équipement du département
Arnaud GONDA

DGA Ressources et moyens
Jérôme NOIRET

Mission stratégie littorale

Direction d'appui à la conduite des projets
En cours de recrutement

- Mission projets transversaux
- Service stratégie et gestion patrimoniales et foncières
- Service d'information géographique

Direction des ressources humaines et du dialogue social
Delphine BLONDEAUX

- Pôle formation accompagnement et recrutement
- Pôle gestion administrative et rémunérations
- Pôle santé, sécurité, social, qualité de vie et conditions de travail
- Pôle pilotage et développement SIRH

Direction des routes et des mobilités
Anthony BROOD

Service ressources

- Pôle Appui Expertise Aménagement
 - Mission sécurité des infrastructures
 - Laboratoire routier départemental
 - Service études générales préalables
 - Service études et travaux neufs
- Pôle Maintenance
 - Régie travaux routiers
 - Service exploitation
 - Service entretien maintenance
- Agence Routière Ouest
- Agence Routière Centre
- Agence Routière Est

Direction des affaires juridiques
Florence DENYS

- Service juridique - action sociale
- Service juridique - affaires générales
- Service des Assemblées

Direction du fleuve et des ports
Claire BLIN

Direction adjointe Exploitation - Maintenance

- Service maintenance
- Service modernisation
- Service administratif et financier
- Cellule développement relations usagers

Direction des moyens généraux et de la logistique
Guillaume BEEUWSAERT

- Service accueil
- Service ressources administratives et budgétaires
- Pôle moyens généraux
 - Service événementiel et logistique
 - Service courrier - Distribution

Direction des bâtiments départementaux
Bruno DUMONT

Transition énergétique

- Service construction - réhabilitations - adaptations
- Service maintenance
- Service régie

Direction de projets - Certification
Nathalie OMIEL

Direction des finances et de la commande publique
Nathalie OMIEL

- Pôle préparation et exécution budgétaire
- Pôle administration fonctionnelle du SIF
- Service achats
- Service marchés

Direction des systèmes d'information et du numérique
Marc BRASSEUR

Délégué à la protection des données

- Service développement des systèmes d'information
- Service administration fonctionnelle des SI
- Service infrastructures et reprographie
- Service relations utilisateurs

Mission Europe et partenariats extérieurs
Aneta FERNANDEZ

Garage départemental
Frédéric VALLÉE (responsable du garage)

- Service atelier Glisy
- Service atelier Abbeville
- Service administratif et financier

Conseil départemental de la Somme
Direction générale des services
43 rue de la République
CS 32615
80026 AMIENS Cedex 1

03 22 71 80 80
www.somme.fr

